



**COURRIER** DE LA  
**TRANSITION**

**M A G A Z I N E**

BIMESTRIEL D'INFORMATIONS GÉNÉRALES DE LA PRÉSIDENTIE DU MALI

**N°0002 NOVEMBRE  
2021**



**CAP SUR LES  
ASSISES NATIONALES  
DE LA REFONDATION**

POUR UN SURSAUT NATIONAL

**GRATUIT**



## SOMMAIRE

 <b>ÉDITORIAL</b>	<b>#3</b>
 <b>ADRESSE À LA NATION</b>	<b>#4</b>
 <b>DEFENSE ET SÉCURITÉ</b>	<b>#9</b>
<i>Libération des otages au mali Système Intégré de Gestion du Personnel de la Défense L'acquisition de quatre hélicoptère MI-171</i>	
 <b>DIPLOMATIE ET COOPÉRATION</b>	<b>#12</b>
<i>L'Algerie Solidaire au Mali Visite de travail du Président en Exercice de la CEDEAO Visite de travail du Conseil de Sécurité des Nations Unies au Mali Mali-Allemagne vers un renforcement de la coopération bilatérale Le Secrétaire Exécutif du G5 Sahel reçu par le Président de la Transition Le Président de la transition reçoit le ministre mauritanien de la Défense Mali/Banque Mondiale: Réprise de la Coopération Visite d'amitié et de travail à Moscou</i>	
 <b>ÉCONOMIE</b>	<b>#20</b>
<i>Fonds pour le Développement Durable Une Économie résiliente Près de 530 milliards de FCFA pour atténuer les effets néfastes de la vie chère sur les populations</i>	
 <b>AGRICULTURE</b>	<b>#23</b>
<i>Campagne 2020-2021 de belles perspectives pour la culture du coton</i>	
 <b>REFONDATION</b>	<b>#27</b>
<i>Installation des membres du panel des ANR</i>	
 <b>GOVERNANCE</b>	<b>#28</b>
<i>Journée commémorative des pupilles de la Nation L'état honore ses grands serviteurs Le bureau du vérificateur général l'instrument clé lutte contre la corruption Koulouba: les autorités traditionnelles, coutumières et religieuses du Mali. Justice Militaire</i>	
 <b>PRÉSIDENTE</b>	<b>#36</b>
<i>Sous la transition, le vent de l'innovation souffle au GAPR</i>	
 <b>SOCIAL</b>	<b>#37</b>
<i>Remise de clés des logements sociaux de N'Tabacoro Mois de la solidarité : Le Président de la Transition au plus proche des couches défavorisées Oeuvre sociales/Mois de la Solidarité: LES POPULATIONS S'EXPRIMENT La doyenne de Bamako reçoit le Président de la transition</i>	
 <b>PORTRAIT</b>	<b>#45</b>
<i>Ministre Secrétaire Général de la Présidence</i>	
 <b>CULTURE</b>	<b>#46</b>
<i>La nuit de la Paix</i>	
 <b>SPORT</b>	<b>#47</b>
<i>Lieutenant-Colonel Cheick Mamadou Chérif Tounkara sur la super coupe Assimi GOÏTA</i>	

### Directeur de Publication :

LCL Baba CISSE  
Conseiller Spécial, Coordinateur de la Cellule Communication

### Comité de Rédaction :

Amadou KONATE  
Khalifa DIAKITE  
Lt Chérif Abdourahmane ABA SIDY  
Alfousseyni TOGOLA

### Service Photo :

Yaya WATTARA

### Ingénierie/montage

Demba OUANE  
Samba BERETE  
Bocary Tioulinta

### Infographie :

Israel Onron

### Sécrétariat :

Mme DIARRA Kadiatou SANAGO

# L'INCOMPREHENSIBLE MARCHÉ VERS LA REFONDATION

« Si l'on envisage le rêve dans un contexte politique, il est à priori peu probable qu'il conduise à la révolution, qu'il puisse la soutenir, la faire aboutir, tant les conditions d'une révolution effective se rapportent en principe à une stratégie rationnelle », écrivait Patricia Desroches en 2014, dans le n°42 de Cahiers de psychologie clinique.

Par un effet de rapprochement avec le contexte malien actuel, force serait de constater que c'est bien une infime partie de « Maliens », constitués de nostalgiques, de grands délinquants financiers et même de manipulateurs du peuple, qui s'obstine à nier l'évidence. Celle qui fédère de nos jours tous les patriotes maliens pour réussir la Transition et refonder le Mali afin de conjurer les maux qui ont miné ce beau pays à l' « insu » de certains politiciens véreux et peu soucieux du devenir collectif. Ceux pour qui seuls leurs intérêts et confort personnels comptent pendant que la majorité manque du minimum vital. Fort heureusement, le peuple malien est désormais debout sur les remparts, veillant à la bonne marche des affaires publiques et au rétablissement de la dignité et de l'honneur du Mali.

Il reste dès lors évident que ce qui est salvateur pour le Peuple ne va pas généralement sans blâme dans l'opinion. Toutes proportions gardées, cette idée ne serait que aléatoirement applicable au contexte malien qui tend à être un cas d'école dans la vie politique africaine du 21<sup>è</sup> siècle, car l'opinion est intégralement acquise à la cause des autorités de la Transition dont le seul agenda est de refonder le Mali en le sécurisant pour que vivent les idéaux de nos illustres devanciers.

Les agents de la cinquième colonne, autrement dit les « collabos » peuvent donc prendre leurs « frustrations » en patience car l'élan historique amorcé par le Mali est porteur d'espoir pour le Peuple quant à son avenir.

Le chantier gigantesque que constitue le Mali, a besoin de la conjonction des efforts de ses fils et filles contre vents et marées. L'engagement patriotique et la résistance des autorités maliennes de la Transition face aux différentes pressions, internes comme externes, constituent des lueurs d'espoir eu égard aux enjeux du moment.

Malgré des pressions de part et d'autre, la lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'impunité se poursuit inlassablement. La publication des rapports 2020 du Bureau du Vérificateur général ainsi que de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite (OCLEI) en est une preuve si besoin en était. Faut-il rappeler aussi les nombreuses interpellations de hauts cadres pour des faits de corruption ou d'atteinte aux biens publics.

## Plus de barrière!

De toutes les façons, le peuple malien n'est pas dupe. Il sait

désormais ce qu'il désire, où se situe son intérêt, pourquoi il a imposé le changement en août 2020. Le Mali Kura qu'il a souhaité depuis 1991 est en chantier sous la Transition actuelle. Le Plan du nouveau Mali est soutenu et apprécié par les citoyens, ce qui dénote de la grande mobilisation du vendredi 29 octobre 2021 à la Place de l'Indépendance de Bamako.

Rien que par leur volonté ferme de faire respecter la souveraineté du Mali dans ses rapports avec les pays partenaires, les autorités de la Transition impriment une marque qui force le respect. Un rêve du peuple malien qui devient ainsi une réalité. Avoir des dirigeants exemplaires ayant comme premier souci le Mali.



L'objectivité ne doit nullement être sacrifiée au profit d'intérêts personnels. C'est la première fois dans l'histoire de notre qu'un Chef d'État alloue les 2/3 de son fonds de souveraineté au bien-être des populations. De cet engagement en juin 2021 à nos jours, une soixantaine de localités a pu bénéficier des forages dans le cadre des œuvres sociales du Président de la Transition. Les dites œuvres se sont élargies au mois de la solidarité avec la remise de six ambulances médicalisées, des médicaments aux blessés de guerre, des tricycles aux handicapés et par la délivrance des soins gratuits aux populations rurales nécessiteuses.

De par son humilité, sa discrétion et son respect de la parole donnée, le Président de la Transition montre un autre visage du pouvoir auquel malheureusement certains affairistes peinent à s'adapter. En tout état de cause, il importe dans ce contexte de Transition, de faire contre mauvaise fortune bon cœur car le changement historique enclenché est irréversible et ne saurait s'accommoder de défense des intérêts privés au détriment de l'épanouissement collectif.

## L'engagement du peuple

Préconisées par le Programme d'actions gouvernemental et validées par le Conseil national de Transition, les Assises nationales de la refondation pointent à l'horizon. Une véritable aubaine pour le peuple malien d'exprimer sa volonté. Il reste évident que bouder un tel espace inespéré, reviendrait à se mettre en marge d'un processus important de l'histoire de notre pays.

Plutôt que de se complaire dans des postures contre-productives, les Maliens doivent plus que jamais faire de ces Assises, un forum démocratique dont le but ultime est de reconforter les bases institutionnelles du nouveau Mali et pour lequel, les turbulences politico-institutionnelles ne seraient qu'un affreux souvenir.



## **ADRESSE À LA NATION**

**DU PRÉSIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ÉTAT À L'OCCASION DE LA FÊTE DE L'INDEPENDANCE DU MALI 22 SEPTEMBRE 2021.**

Mes chers compatriotes,

Hôtes du Mali,



**A** l'entame de mes propos, permettez-moi de rendre grâce à Dieu, le Tout Puissant et le Tout Miséricordieux. Qu'il soit remercié pour tous ses bienfaits.

Vingt-deux septembre 1960, 22 septembre 2021, cela fait exactement 61 ans que notre pays accédait à la souveraineté nationale et internationale, marquant de fait sa reconnaissance en tant que nation libre et indépendante. Je voudrais à cette occasion, rendre un hommage mérité aux pères fondateurs du Mali indépendant qui, le 22 septembre 1960, ont montré la voie de l'honneur et posé le socle de la construction nationale.

Par-delà les aspects festifs de cette commémoration si importante pour notre nation, l'heure doit être à la responsabilité et au devoir de mémoire. Par une analyse rigoureuse, le constat est certes préoccupant, mais cela ne doit nullement nous pousser au désespoir qui n'est, en réalité, qu'un signe d'abandon.

À la suite du 18 août 2020, la Feuille de route et la Charte de la Transition ont été validées par le Peuple souverain, à travers des journées de concertation nationale tenues les 10, 11, et 12 septembre 2020, avec comme objectif ultime de favoriser le rétablissement de l'ordre institutionnel et amorcer le processus de refondation de l'Etat.

La mise en place du Conseil National de Transition, suite à la désignation d'un collège, à son tour, issu de la Charte, a permis de finaliser l'établissement des organes clés de la Transition. Ce processus aboutira, le 25 septembre 2020, à l'investiture du Président et du Vice-président de la Transition.

Cependant, les premiers acquis de la Transition, après 8 mois d'exercice, avaient failli être compromis par une démarche impénitente qui violait l'équilibre sur lequel reposaient les institutions de la Transition et compromettait dangereusement la cohésion au sein des forces armées. C'est pourquoi, le 24 mai 2021, l'Armée a décidé, une fois de plus, de prendre ses responsabilités pour éviter le chaos à notre nation. D'où la rectification de la Transition, qui constitue une nouvelle dynamique, orientée vers la résolution des problèmes réels du pays au-delà de tout esprit corporatiste et d'exclusion.

De cette date à nos jours, notre pays suit avec constance sa marche vers la refondation de son architecture politique et institutionnelle. Que les hommes et les femmes qui y travaillent inlassablement trouvent entre ces lignes, la reconnaissance de la mère patrie. Cela n'est que justice si l'on sait que le développement de toute nation est à l'aune de la qualité de ses ressources humaines. C'est pourquoi, il me plaît de rappeler que la refondation, ainsi que les réformes qu'elle sous-tend, ont leurs exigences, celles du sens de la responsabilité de tous et de chacun, de la rigueur au quotidien sur soi-même avant d'en demander aux autres.

Conformément à ma lettre de cadrage, le Premier ministre a présenté un Plan d'actions gouvernemental visant à donner à notre pays, les instruments indispensables au processus de refondation tant espéré par nos populations. C'est la raison pour laquelle notre approche s'articule autour de cette refondation de l'Etat comme condition essentielle d'un développement économique, social et culturel soutenu.

A cet égard, le Programme d'actions gouvernemental, validé par le Conseil National de Transition et que le Premier ministre a l'honneur de piloter, se résume en quatre axes que sont : le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ; les réformes politiques et institutionnelles ; l'organisation des élections générales ; la promotion de la bonne gouvernance et l'adoption d'un pacte de stabilité. Un programme ambitieux mais dont la mise en œuvre exige un accompagnement sans faille de toutes les couches socioprofessionnelles et de toutes les sensibilités nationales.

Mes chers compatriotes,

Nul ne doit ignorer que le changement est avant tout un état d'esprit, une prise de conscience individuelle et collective avant de se matérialiser. Cet état d'esprit et cette conscience collective doivent sans cesse nous animer afin que chacun et tous accepte les durs sacrifices qui y sont liés. C'est d'ailleurs sur ces valeurs que s'appuie toute notion de gouvernance et de réformes.

En donnant déjà le ton de la réduction du train de vie de l'Etat à travers la cession des 2/3 du budget de souveraineté de la Présidence pour la cause des localités défavorisées, une nouvelle page d'humilité et de retenue face au bien public venait d'être écrite pour servir d'exemple.

Mes chers compatriotes,

Face à la dégradation de la situation sécuritaire dans le Sahel et singulièrement dans certaines parties de notre pays, force est de constater que d'énormes sacrifices ont été consentis tant sur le plan humain que matériel. D'août 2020 à nos jours, un accent particulier a été mis sur les besoins opérationnels des Forces de défense et de sécurité. C'est pourquoi, le renforcement des capacités opérationnelles s'est largement diversifié en s'étendant aux moyens aériens avec l'acquisition de nouveaux aéronefs. Sur le plan du renforcement des capacités terrestres, de nombreux véhicules d'opération et autres types d'engins roulants ont été mis à la disposition des Forces.

Dans le souci de renforcer davantage les effectifs afin de faire face aux défis sécuritaires complexes du moment, une politique volontariste et inclusive de recrutement a été adoptée. Également, la gestion des Ressources humaines de l'Armée vient de connaître une innovation majeure avec la mise en place du Système Intégré de Gestion du Personnel de la Défense (SIGPD).

A toutes ces réalisations, s'ajoute l'ouverture très prochaine d'une Ecole de Guerre dans notre pays. Cette volonté politique forte des autorités de la Transition vise à assurer au Mali son autonomie dans la formation de haut niveau des officiers supérieurs de la chaîne de commandement. Cette école permettra de doter les forces de défense et de sécurité d'un outil efficace de réflexion, de recherche et d'analyse des questions stratégiques. Une expertise indispensable pour faire face aux défis et enjeux liés à la planification et à la conduite des opérations.

La pose, le 20 janvier dernier, de la première pierre du tout premier hôpital militaire, a suscité beaucoup d'espoir au sein des Forces armées maliennes. Un hôpital de quatrième génération qui améliorera la prise en charge diligente et efficiente des blessés de guerre tout en servant de trait d'union entre les populations et leur Armée.

Mes chers compatriotes,

La soif de justice du peuple malien est bien compréhensible car s'appuyant sur des faits évidents de corruption, de délinquance financière et d'impunité qui ne font que renforcer le malaise et le ressentiment des populations qui sont en réalité, les premières victimes de ce système destructeur. Fort heureusement, des mesures vigoureuses viennent d'être prises dans ce sens. Une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, du principe de séparation des pouvoirs qui garantit à la Justice la plénitude de son exercice.

Une vaste campagne d'audit des services publics est actuellement en cours par les soins des différentes structures de contrôle et de lutte contre la corruption et la délinquance financière. A travers cette lutte, nous rassurons le peuple malien que ses attentes seront comblées car aucun privilège ne sera accordé aux personnes impliquées. Ces mesures sont tout aussi valables pour les départements de la Défense et de la Sécurité dont les lois d'orientation et de programmation sont déjà en cours d'audit.

Au demeurant, pour éviter tout excès, j'en appelle au respect des principes sacro-saints de la procédure judiciaire afin que nul ne se méprenne sur la noblesse de notre engagement.

Mes chers compatriotes,

Au-delà de la question de la justice, c'est celle de la refondation même de l'Etat qui se pose avec acuité. Malgré les soixante années d'indépendance dont la moitié sous le système démocratique, l'Etat du Mali est confronté à des maux que les citoyens ne cessent de décrier. Il s'agit entre autres du manque de vision politique ; du non-respect des textes ; des dysfonctionnements institutionnels remarquables et de la répartition inégale des richesses nationales. C'est pourquoi aujourd'hui, plus que jamais, se pose la nécessité d'entreprendre des actions courageuses pour un nouveau Mali. D'où la tenue très prochaine des Assises nationales de la refondation qui regrouperont toutes les forces vives de la nation. Une belle occasion en perspective pour discuter de l'ensemble des préoccupations nationales afin d'impulser une vraie dynamique de changement. A ce rendez-vous historique, doivent pendre part tous les Maliens soucieux de l'avènement d'un nouveau Mali.

Au titre de l'Education, un accent particulier a été mis sur la valorisation des infrastructures scolaires à travers la réhabilitation de 2000 salles de classe pour un coût total de cinq milliards (5.000 .000.000) de francs CFA. Dans le but d'apaiser le climat social, le Gouvernement est toujours resté attentif aux revendications des différentes structures syndicales. En dépit de cette volonté permanente d'arriver à une situation consensuelle, force est de constater que la satisfaction systématique de toutes les revendications d'augmentation salariale, aurait pu sérieusement compromettre les investissements de développement et la satisfaction des besoins sociaux des populations. Une des options a donc été d'éviter les inégalités salariales en adoptant l'harmonisation de la grille qui a été saluée, à juste titre, par la majorité des fonctionnaires.

Mes chers compatriotes,

Un autre grand chantier demeure la tenue de la révision ordinaire des listes électorales ; la réorganisation territoriale et le retour de l'administration sur toute l'étendue du territoire. Dans une dynamique de recherche de solutions adaptées tendant à éviter les crises et contestations répétitives liées au déroulement des élections dans notre pays, le Gouvernement entend expérimenter l'Organe unique de Gestion des Elections.

En remplacement des méthodes précédentes, cet organe aura l'avantage de rendre plus transparent et fiable, le processus électoral. Sur le plan sanitaire, nos infrastructures hospitalières ont connu de nettes améliorations avec un relèvement conséquent du plateau technique. Toute chose qui renforce l'espoir dans la conduite de notre politique de santé. Aussi, face à la pandémie de la Covid 19, le département de la Santé s'est-il montré proactif à travers une large campagne de sensibilisation afin de contenir la propagation du virus. D'énormes efforts ont été consentis dans le cadre de la réhabilitation, de la construction et de l'équipement des infrastructures sanitaires pour près de 17 milliards de francs CFA au titre de cette année.

Mes chers compatriotes,

Cette fête me donne également l'opportunité de saluer les avancées dans le domaine agricole, notamment dans le secteur du coton. Plus de 67 milliards ont été injectés pour le relèvement de ce domaine qui fait vivre 20% de la population malienne. Cet effort considérable a permis de revitaliser ce secteur, poumon économique de notre pays.

Dans le domaine des infrastructures les attentes de la population sont grandes. Toutefois, la politique de désenclavement du pays se maintient malgré les contraintes liées à la saison hivernale. Un vaste programme d'entretien et de construction des routes d'intérêt national, est en cours d'exécution à travers le pays pour une enveloppe de plus 23 milliards sur financement du Fonds d'Entretien Routier.

Mes chers Compatriotes,

J'entends et comprends avec une attention particulière, les plaintes de certaines populations qui souffrent par endroit de l'absence de l'Etat pour diverses raisons. Plutôt que de se dérober, l'Etat met tout en œuvre au quotidien pour assurer la sécurité des personnes et des biens. Cependant, il demeure évident que c'est seulement ensemble que nous pourrons relever le défi de la sécurité collective.

C'est le lieu, une fois de plus, d'inviter nos partenaires à une meilleure lecture de la situation du Mali, marquée par une crise multidimensionnelle profonde.

Avant de clore mon propos, j'adresse mes remerciements à toutes les forces internationales présentes au Mali et qui participent à l'effort de sécurisation de notre pays. Cependant, leur engagement à nos côtés doit, de toute évidence, contribuer à la résolution durable des problématiques sécuritaires et servir de déclic pour notre résilience. C'est à ce seul prix que l'assistance internationale aura tout son sens.

Chers compatriotes,

Les défis qui assaillent notre pays nous interpellent tous sans exception. Faisons donc en sorte que le Mali soit fier de nous tous à l'heure du bilan de l'histoire.

**Vive le Mali uni et prospère !**

**Qu'Allah bénisse le Mali et protège et les Maliens !**



# LIBÉRATION DES OTAGES AU MALI

## OUF DE SOULAGEMENT À BAMAKO ET PÉKIN

*Ce sont des hommes « fatigués », mais presque indemnes, que le Président de la Transition SE le Colonel Assimi GOÏTA a reçus au Palais de Koulouba, le lundi 1er novembre 2021. Libérés à la suite d'une opération militaire de l'armée malienne, les 3 ex-otages chinois de l'entreprise de construction COVEC ont eu un entretien avec le Chef suprême de l'armée malienne, le Colonel Assimi GOÏTA.*

Enlevés le 17 juillet 2021 sur l'axe Nara-Kwala, les trois otages ont été libérés par les FAMA. Leur libération intervient, trois semaines après celle de la sœur catholique colombienne, Gloria Cécilia NARVAEZ.

Au palais de Koulouba, où le Chef de l'État et son Premier ministre, Dr Choguel Kokalla MAÏGA, s'apprêtent à les recevoir, un ouf de soulagement règne côté Malien et Chinois. Les trois agents de COVEC, retenus otage depuis quelques mois, ont été libérés grâce à la conjonction des efforts des Forces de Défense et de Sécurité, des Forces

spéciales et des services de renseignements qui ont fortement bénéficié de l'appui et de la couverture des hélicoptères MI 171, récemment acquis par l'Armée de l'Air.

« Mes émotions actuelles peuvent se traduire en deux mots : milles mercis! », tels sont les mots de reconnaissance du diplomate chinois aux services des renseignements maliens et aux forces de défense et de sécurité. Un message après lequel il accompagne les victimes, qui sont toutes presque saines et sauvées.



« Je voudrais remercier le gouvernement, la Présidence, la primature, les ministères, les forces de sécurité, les services de renseignement pour tous les efforts déployés », remercie M. WAN LEI, Conseiller à l'Ambassade de la République Populaire de Chine au Mali. Et de préciser : « Depuis leur enlèvement, on a travaillé tous les jours avec les autorités maliennes pour leur libération. Maintenant que ce jour est arrivé, on revient partager la grande joie avec le gouvernement et le peuple malien ».



Quant aux ex-otages, arrivés tous en basin, l'un d'entre eux marchant avec une certaine peine, ils ne parleront pas. « Je suis fatigué! Je suis fatigué! », répétait celui qui clopinait devant l'insistance d'un journaliste. La fatigue, c'est effectivement ce qu'on pouvait lire sur leur visage. Mais pas seulement, on pouvait aussi lire la joie d'hommes venant de recouvrer la liberté, après environ 4 mois de détention.

Lutte contre le terrorisme au sahel, combat commun à Bamako et Pékin

Le diplomate chinois, M. WAN LEI, souligne que la coopération bilatérale entre le Mali et la Chine, qui s'exerce dans divers domaines,

surtout la sécurité, est très importante. « On va continuer à travailler dans ce sens », a-t-il rassuré avant d'émettre le souhait : « On voudrait également demander à nos entrepreneurs, à nos entreprises chinoises de mieux s'attacher aux

marchés maliens pour une coopération gagnant-gagnant et aussi pour promouvoir davantage les relations commerciales entre nos deux pays ».

## SOEUR GLORIA, QUATRE ANS ET HUIT MOIS DE CAPTIVITÉ

Libération le 09 Octobre 2021 de la sœur religieuse Colombienne Gloria Cécilia NARVAEZ. Elle avait été enlevée le 7 février 2017 à Karangasso, dans le cercle de Koutiala à la frontière entre le Mali et le Burkina Faso. La Présidence du Mali salue le courage et la bravoure de la sœur. Cette libération est le couronnement de 4 ans et 8 mois d'efforts conjugués de plusieurs Services de Renseignements.

Le Président saisi cette occasion pour assurer au peuple malien ainsi que la communauté internationale que les efforts sont toujours en cours pour faire libérer toutes les personnes, Maliens comme étrangers, retenus sur le territoire du Mali.

Le Président de la Transition félicite une fois de plus les Forces de Défense et de Sécurité et les Services de Renseignements.

## SYSTÈME INTÉGRÉ DE GESTION DU PERSONNEL DE LA DÉFENSE



La cérémonie de lancement officiel d'enrôlement du personnel des Forces Armées maliennes dans le Système Intégré de Gestion du Personnel de la Défense (SIGPD) a eu lieu, le vendredi 10 septembre 2021, dans l'enceinte du département de la Défense et des Anciens Combattants.

Ladite cérémonie était placée sous

la présidence du ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara. Cette cérémonie a aussi enregistré la présence du ministre de la Sécurité et de la protection civile, le Colonel-major Daoud Aly Mohammedine et de son homologue de l'Administration territoriale et de la décentralisation, le Lieutenant-colonel Abdoulaye Maiga ainsi que du Chef du département de la Refondation de l'Etat, Ibrahim Ikassa Maiga.

Selon le directeur des ressources

humaines, le Colonel Mohamed Ly la conception du SIGPD est une volonté de doter notre armée d'outils modernes afin d'augmenter la performance de l'institution militaire et la productivité des militaires. L'opérationnalisation du SIGPD s'articule autour de 2 phases. La première phase est axée sur la réalisation du système, la réalisation et la configuration de l'infrastructure, des kits d'enrôlement et la configuration des nœuds d'accès. Quant à la deuxième phase, elle vise à augmenter le nombre d'utilisateurs par l'acquisition de matériels complémentaires. Le déploiement du SIGPD se fera de façon progressive. L'étape de l'enrôlement s'étend sur une durée de 7 mois.

## L'ACQUISITION DE QUATRE HÉLICOPTÈRE MI-171

### L'ARMÉE DE L'AIR RENFORCE SA PUISSANCE DE FRAPPE



Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara a réceptionné au nom du président de la Transition chef de l'état chef suprême des Armées le Colonel Assimi Goïta, le vendredi 1er octobre 2021, 4 hélicoptères blindés de Type Mi -171, des armes et des munitions à l'aéroport international Président Modibo Keita-Sénou. Le ministre a indiqué que ces hélicos ont été réalisés sur fond propre du budget national et les armes et munitions offertes par la fédération de la Russie.

Ces hélicoptères de combats ont été acquis grâce à la coopération entre la fédération de Russie et notre pays. Après avoir reçu les hélicoptères, les armes et les munitions, le Colonel Sadio Camara a affirmé que les 2 pays ont une coopération très fructueuse et étroite dans le cadre de la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes.

Ces appareils flambant neufs contribueront d'une part à la défense de l'espace aérien et d'autre part à appuyer les autres composantes des Forces de défense et de sécurité dans les missions de combat.

Grâce à ces acquisitions, l'Armée de l'Air va d'avantage se fortifier et rayonner dans la protection et la Défense du territoire national.



## L'ALGERIE SOLIDAIRE DU MALI

*Le ministre algérien des Affaires étrangères et de la Communauté nationale établie à l'étranger, SEM. Ramatane Lamamra a effectué le mardi 5 octobre 2021, une visite officielle au Mali.*



**P**orteur d'un message d'amitié, de solidarité et de fraternité du Président algérien, SEM Abdelmajid Tebboune, M. Lamamra a successivement été reçu en audience par le Premier ministre et le Président de la Transition et auxquels il a transmis le message de soutien du peuple algérien. "Le moment est très important", a-t-il indiqué avant d'ajouter qu'il ne peut y avoir de stabilité en Algérie si le Mali est affecté. Cela est d'autant plus vrai que l'Algérie est le deuxième pays après la Mauritanie à avoir la plus longue frontière avec le Mali.

Le diplomate algérien n'a pas manqué de regretter les campagnes de dénigrement sans précédent contre le Mali sur le triple plan diplomatique, politique et médiatique.

Par un rappel, M. Ramtane Lamamra a salué la décision historique et courageuse du Mali, tout

nouvellement indépendant, d'avoir permis à l'Algérie en 1960, d'utiliser une partie de son territoire pour mener à bien sa lutte de libération nationale.

Le Président de la Transition, SE, le Colonel Assimi Goita a tenu, lors de son audience avec le M. Ramtane Lamamra, a remercié l'Algérie pour son courage, sa marque d'amitié et de solidarité en un moment aussi crucial pour le Mali, qui fait face à d'énormes défis pour la sécurisation de son territoire et de ses populations. Le Président Goita a également remercié son homologue algérien et par la, tout le peuple algérien dont l'appui n'a jamais fait défaut au Mali dans les moments difficiles.

"Notre souci majeur aujourd'hui est la sécurité des Maliens et, pour cela, nous ne nous laisserons jamais", a-t-il confié à son hôte qui dira avoir désormais une "bonne

de grille de lecture à partir de la bonne source", a fait remarquer M. Lamamra tout en rassurant que personne ne pourra manipuler l'Algérie sur la crise malienne. Cette visite, selon M. Ramtane Lamamra, aura un très bon écho auprès du peuple algérien qui reste mobilisé pour le renforcement des liens d'amitié et de voisinage avec le Mali.

## VISITE DE TRAVAIL DU PRÉSIDENT EN EXERCICE DE LA CEDEAO



La visite de travail effectuée dans notre pays par le Président en exercice de la CEDEAO a été marquée par un tête-à-tête des deux Chefs d'Etat à Koulouba autour du processus de Transition.

Le respect de la durée de la Transition, qui, faut-il le rappeler, avait été au cœur des débats au sein de l'organisation sous-régionale (CEDEAO), depuis les événements du 18 août 2021 et continue d'animer les réflexions suite à la rectification de la Transition intervenue le 24 mai dernier.

Cette théorie bien que partagée par certaines organisations sous régionales, ou encore européennes, loin des réalités objectives, se trouve être confrontée à des enjeux multiples et multiformes, aujourd'hui plus que jamais appréhendés par la majorité de l'opinion publique nationale et Internationale favorable à la prolongation de la transition.

Le terrain commande la conception, a-t-on coutume de dire. Signalons que des voix s'élèvent au quotidien pour signifier la détermination des Maliens à faire prévaloir les Assises Nationales, gage de stabilité durable et pérenne pour l'avènement d'un Mali indépendant, libre et souverain, comme clamé par le Premier ministre Dr Choguel Kokala MAIGA dans son intervention à l'occasion de la 76

ème Session Ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

A noter que l'expression de cette unité d'action du peuple malien face à la diversité et à la pertinence des défis à rele-

ver, continue de faire la Une dans le paysage médiatique, au plan national et international, à savoir l'Appel sur l'actualité du célèbre journaliste Johan Gomez, mis à profit par des voix indépendantes prônant non seulement une prolongation de la transition, invitant la communauté Internationale à accompagner les Maliens dans leur volonté de prendre leur temps pour jeter les fondements d'un Mali nouveau.

C'est donc dans ce contexte que le président en exercice de la CEDEAO, Nana Addo DANKWA AKUFO-ADDO, Président de la République du Ghana et sa délégation et la partie malienne ont échangé au cours de cette mission de suivi et d'évaluation de la Transition en cours au Mali.

«On m'a envoyé pour venir discuter avec le Président de la Transition Assimi GOITA l'évolution de la Transition au Mali »,a déclaré le Président Nana Dankwa Akuffo Addo, après la séance de travail qui aura réuni autour des deux Chefs d'Etat, plusieurs personnalités ,entre autres ,le Premier ministre, Dr Choguel Kokala MAIGA ,Chef du Gouvernement, le Ministre malien des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Abdoulaye DIOP, le Ministre de l'Admi-

nistration Territoriale , le Ministre Secrétaire Général de la Présidence, le Ministre Directeur de Cabinet, le Chef d'Etat major Particulier du Président ,le Conseiller Spécial en Charge de la Communication .

Coté Ghanéen, ont accompagné le Président en Exercice de la CEDEAO, le Médiateur Goodluck Jonathan, la Ministre Ghanéenne des Affaires Etrangères, le Ministre de la Sécurité du Ghana, et le Président de la Commission CEDEAO.

A cette occasion, la partie malienne n'a pas manqué de présenter la situation sécuritaire globale du Mali avec ses implications évidentes sur le processus de Transition. Cette présentation a été appuyée avec force détails par le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, de l'exposé duquel, il ressort un impératif de sécurisation des populations plutôt que de chercher à les envoyer à tout prix à des élections.

« Le Mali est une digue au Sahel qu'il faut consolider plutôt que d'affaiblir », a souligné le Président de la Transition, le Colonel Assimi GOITA, Chef de l'Etat, à ses hôtes du jour.

Des hôtes très certainement imprégnés des réalités du contexte malien même si certains avaient de la peine à l'admettre. En sauvant le Mali , c'est donc tout le Sahel qui sera sauvé. Vivement les Assises nationales de la Refondation pour permettre aux Maliens de s'exprimer et de décider de leur propre sort.



## **VISITE DE TRAVAIL DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES AU MALI**

*Dans le cadre du suivi-évaluation de la situation politique, sécuritaire, humanitaire, des droits de l'Homme, de développement, du calendrier de la transition ainsi que de l'état de la mise en œuvre des mesures prioritaires de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger par les parties signataires, une importante délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies a séjourné dans notre pays les 23 et 24 octobre 2021.*



Cette visite de travail de la délégation onusienne conduite par les Ambassadeurs du Kenya, Martin KIMANI, du Niger, Abdou ABARRY et de la France, Nicolas de RIVIERE, faut-il le rappeler, intervient après celle de la CEDEAO, effectuée dans notre pays le 17 octobre dernier. C'est dans cette dynamique que Martin KIMANI et sa délégation ont rencontré la Société Civile malienne, la MINUSMA, les partenaires techniques du Mali et les membres du gouvernement.

Eu égard aux enjeux multiformes liés à la crise multidimensionnelle que vit le Mali, le Président de la Transition, Chef de l'État, le Colonel Assimi GOITA, a accordé une audience à la délégation du Conseil de sécurité en séjour dans notre pays, le dimanche 24 octobre 2021.

A la suite d'un exposé édifiant sur la situation au Mali, les membres de la mission du Conseil de Sécurité ont, à leur sortie d'audience, marqué leur solidarité à l'endroit du Mali ainsi leur soutien aux autorités de la Transition.

Tout en tenant particulièrement à saluer les efforts du Mali pour l'amélioration de la situation sécuritaire au Mali, l'Ambassadrice russe auprès des Nations Unies a souligné l'excellence de la coopération bilatérale

Mali-Russie qui, selon elle, sera renforcée dans les domaines technique et militaire. A travers les séries de rencontres avec la société civile, le Premier ministre et le Président de la Transition, l'équipe du Conseil de Sécurité s'est déclarée mieux informée sur le contexte de la crise malienne. « Nous avons eu des discussions franches sur les défis auxquels le Mali est confronté », a témoigné le chef de la délégation Martin KIMANI, avant de mentionner le pragmatisme, la franchise et le leadership du Président GOITA.

En raison de la clarté de l'analyse du Président de la Transition, M. KIMANI a pris acte de la tenue des Assises nationales de la Refondation au cours desquelles les Maliens discuteront des réformes politiques. Pour conclure le Chef de la délégation a réaffirmé la profonde conviction du Président de la Transition à savoir, que la Transition n'est pas là pour perdurer, qu'il n'a pas un agenda caché, et que les Maliens irons aux élections aussitôt que les conditions seront réunies pour ce faire.

Rassurée du pragmatisme de la partie malienne, la délégation Onusienne témoigne ainsi avoir désormais une meilleure lecture et une bonne compréhension de la situation sociopolitique et sécuritaire au Mali, avant de remercier le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita pour son leadership et sa franchise, prouvés à travers la description de la situation d'en-





# MALI-ALLEMAGNE

## Vers un renforcement de la coopération bilatérale

*Le Président de la Transition SE, le colonel Assimi GOITA a reçu en audience le samedi 30 octobre 2021, le secrétaire d'État en charge des Affaires Étrangères de la République fédérale d'Allemagne, Miguel BERGER.*

Il était venu réitérer au Chef de l'Etat, la volonté de la République Fédérale d'Allemagne d'intensifier la coopération bilatérale entre les deux pays. « Je suis ici aujourd'hui au Mali pour inaugurer les nouveaux locaux de l'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne. Un symbole pour la grande coopération qui existe entre le Mali et l'Allemagne », a déclaré Miguel BERGER tout en rappelant que cette coopération entre Mali et l'Allemagne remonte aux premières heures de l'indépendance de notre pays en 1960.

Selon les assurances de Miguel BERGER, l'Allemagne continuera de soutenir le gouvernement du Mali dans sa lutte contre le terrorisme.

A titre de rappel, l'Allemagne contribue fortement à la MINUSMA dans le cadre de la stabilisation et à travers l'EUTM pour l'entraînement des forces maliennes. A ces volets s'ajoute celui de l'accompagnement du Mali dans la mise en œuvre de l'accord d'Alger.

Le diplomate allemand a enfin rassuré le Président de la Transition que définitivement, l'Allemagne était décidée à rester aux côtés du Mali dans tous les domaines. Le Président de la Transition, à son tour, a largement analysé la situation du pays, avant de préciser que l'en-

gagement du Mali dans la lutte contre le terrorisme n'a jamais été ébranlé.

<< Nous avons tout d'abord besoin de maîtriser la violence par la neutralisation des groupes terroristes, ensuite pacifier les zones à libérer, pour enfin sécuriser les populations et permettre le développement >> a-t-il poursuivi.

Concluant ses propos, le Président de la Transition a estimé indispensable d'inscrire tout partenariat avec le Mali dans cette dynamique.



## **LE SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DU G5 SAHEL REÇU PAR LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION**

Le Président de la transition a reçu le Vice-Président de la banque mondiale Président de la Transition, Son Excellence, le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a reçu en audience, le vendredi 5 novembre 2021, le Secrétaire Exécutif du G5 Sahel, l'Ambassadeur Eric Yemdaogo TIARE, en visite de travail au Mali depuis le 31 octobre 2021.

Au terme d'une visite de prise de contact avec les Chefs d'État des pays du G5 Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger, Mauritanie et Tchad), le Secrétaire Exécutif du G5 Sahel a été reçu, ce vendredi, par le Chef de l'État, Son Excellence, le Colonel Assimi GOÏTA.

Cette tournée s'inscrit dans le cadre du dialogue permanent avec les pays membres de l'organisation. « L'objectif de cette mission est d'entendre les Chefs d'État, d'écou-



ter leurs orientations afin de permettre au Secrétariat du G5 Sahel de mener à bien sa mission », a indiqué l'Ambassadeur TIARE à sa sortie d'audience.

Le Secrétaire Exécutif de notre organisation commune est sorti de cette audience qui lui a été accordée par le Président de la Transition avec un sentiment de satisfaction.

« J'ai eu un entretien très riche avec le Président de la Transition », s'est réjoui l'hôte du jour.

« Le Chef de l'État nous a donné des conseils, des orientations précises dont nous allons nous atteler à mettre en œuvre parce qu'il faut travailler essentiellement à soutenir nos forces de Défense et de Sécurité qui sont au char-

bon tous les jours », a-t-il poursuivi.

---

## **LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION REÇOIT LE MINISTRE MAURITANIEU DE LA DÉFENSE**

Le président de la transition, Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, a reçu en audience, jeudi 9 septembre 2021, le ministre mauritanien de la Défense, Hanana Ould Sidi. Les échanges ont porté essentiellement sur la sécurité et la défense dans la région du Sahel.

À sa sortie d'audience, le ministre mauritanien de la Défense a précisé le but de sa visite : « Je suis venu transmettre le message d'amitié de son Excellence Mohamed Ould Ghazouani, à son homologue malien ».

Cette audience entre dans le cadre des contacts périodiques entre les deux présidents et porte sur tous les problèmes d'intérêt commun et particulièrement le problème de la sécurité et de la défense, a précisé le ministre Hanana Ould Sidi.

Le ministre de la Défense mauritanien a confié que le président de la transition, le Colonel Assimi GOÏTA, lui a « expliqué de façon franche et détaillée la situation qui prévaut au sahel ». « Les orientations ainsi que les dispositions à prendre dans le cadre du G5 Sahel » ont été également abordées par le président GOÏTA et son hôte du jour.





## **MALI/BANQUE MONDIALE: REPRISE DE LA COOPERATION**

**L**e Président de la transition, Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, a reçu, le jeudi 23 septembre 2021, une délégation de la banque mondiale, conduite par son Vice-Président pour l’Afrique de l’Ouest et Centrale, M. Ousmane DIAGANA. Il était porteur d’un message aux autorités maliennes.

En raison de la crise politique et institutionnelle que traversait le Mali, la banque mondiale avait suspendu ses décaissements dans le cadre de ses opérations et conformément à ses règles en vigueur. « Après une évaluation approfondie de cette situation, en tenant en compte particulièrement la nécessité d’être près des populations, des hommes comme des femmes, des vieux comme des jeunes, nous avons estimé urgent de reprendre cette coopération », a confié à la presse, M. DIAGANA, à sa sortie d’audience.

Au cours de cette rencontre avec le Président de la transition, M. DIAGANA a « insisté sur l’importance de l’État de droit, de la bonne gouvernance, de la nécessité de faire en sorte que les financements aillent vers les populations et que ces populations puissent avoir accès aux services de base ».

Face aux crises multiformes que le Mali traverse, la banque mondiale a exhorté les partenaires au développement à accompagner notre pays. « En ce qui concerne la Banque mondiale, les programmes variés que nous avons dans le domaine de l’agriculture, de l’énergie, des infrastructures, de l’éducation, de la santé, de la protection sociale, nous allons veiller à ce que leur mise en œuvre profite véritablement à ces

populations, à ces femmes, à ces enfants », a rassuré le Vice-Président de la banque mondiale pour l’Afrique de l’Ouest et Centrale.

M. DIAGANA invite à ne « pas perdre de vue que les pays ont des aspirations légitimes de se développer et que des changements qualitatifs doivent également être opérés sur la base des financements de certains programmes de plus grande envergure ».

À l’issue de cette audience, le Représentant de la banque mondiale estime que l’on peut garder espoir sur le Mali. « Le développement n’est pas un long fleuve tranquille. Il y a des fois des avancées et par moment des difficultés. Le plus important, c’est que chaque fois qu’on confronte des difficultés et qui nous amènent parfois à trébucher et que l’on se relève, il faut faire une évaluation objective en tenant compte du point de vue de tout le monde », a martelé M. DIAGANA.

En tant qu’institution d’expertise, la banque mondiale est prête d’« aider le Mali à faire toutes les analyses, mais également à tirer avantage des expériences positives ».



# **VISITE D'AMITIÉ ET DE TRAVAIL À MOSCOU**

*A l'invitation de Son Excellence Monsieur Sergueï LAVROV, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, accompagné d'une délégation, a effectué une visite d'amitié et de travail à Moscou, du 10 au 12 novembre 2021.*



**A**u cours de cette visite, le Ministre DIOP a eu un entretien en tête-à-tête avec son homologue russe. Les deux Ministres ont eu une séance de travail élargie aux deux délégations et animé une conférence de presse. Au cours de l'entretien, le Ministre a remis un message personnel de Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, destiné au Président de la Fédération de Russie, Son Excellence Monsieur Vladimir POUTINE.

Lors des échanges entre les délégations, les deux Ministres se sont félicités de l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui ont toujours existé entre les deux pays et ont exprimé leur volonté de les renforcer davantage notamment dans le domaine de la sécurité et de la coopération économique et culturelle. Ils se sont également réjouis de la convergence de vues au sein des instances internationales sur les questions de paix, de sécurité et de stabilité dans le monde.

Le Ministre Diop a souligné le grand intérêt que le Mali porte au partenariat historique et stratégique avec la Russie, un partenariat exemplaire et une réussite de coopération bilatérale dans la relation Russie-Afrique. Il a également exprimé toute la gratitude du peuple malien et des autorités de la Transition au Gouvernement de la Russie pour ses multiples interventions dans divers domaines du développement socio-économique du Mali et pour son soutien constant, y compris dans les moments difficiles de son histoire.

La Partie russe a réaffirmé son appui et son accompagnement de la Transition dans le respect de la souveraineté du Mali ainsi que dans la recherche d'une solution malienne. Le Ministre DIOP a salué l'engagement constant de la Fédération de Russie en faveur de la paix et de la stabilité au Mali et dans la région du Sahel.

Les entretiens, qui se sont déroulés dans une atmosphère empreinte d'amitié et de compréhension mutuelle, ont permis aux deux parties d'échanger sur les voies et moyens d'approfondir et de diversifier leur partenariat stratégique dans les domaines politique, économique et sécuritaire.

Le Ministre a rencontré les représentants de la Communauté malienne et les Ambassadeurs des pays africains accrédités auprès de la Fédération de Russie. Au cours des échanges, il a fait le point des questions d'actualité au Mali, notamment la sécurisation du pays, la tenue des Assises nationales de la Refondation, l'adoption de réformes politiques et institutionnelles, l'organisation d'élections crédibles, transparentes et apaisées, le processus de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger.

## Fonds pour le Développement Durable

FDD pour le Développement Durable : signature de 16 conventions de financement de projets d'un montant de 38,450 Milliards de francs CFA en faveur de dix collectivités territoriales.

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Alousséni SANOU, et les présidents de dix collectivités territoriales du Mali ont signé des conventions de financement de projets d'un montant de 38,450 Milliards de francs CFA sur le Fonds pour le Développement Durable (FDD). Cette signature a eu lieu, jeudi 21 octobre 2021.

En présence du Haut Représentant du Président de la Transition pour la mise en œuvre de l'Accord, de plusieurs membres du Gouvernement, des gouverneurs des régions bénéficiaires et des représentants de l'ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire ainsi que de celui de la France, le Ministre SANOU a procédé à la signature de 16 conventions de financement de projets. Un financement qui a été approuvé à la suite d'un long processus par le Comité de Pilotage, en sa session du 29 avril 2021.

Ces projets sont répartis comme suit : 09 projets dans les régions de Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudénit et Ménaka ; 03 projets dans la région de Mopti et 04 projets dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou.

Les projets retenus concernent 02 des 03 axes du Fonds pour le développement durable (FDD). Il s'agit de l'Axe II (Développement des Infrastructures). Cet axe concerne 08 projets, dont le coût est estimé à 26,694 Milliards FCFA. Parmi ces projets 03 concerne

la réalisation de routes, pour un coût de 19,931 Milliards FCFA, 04 concerne l'hydraulique pour un coût de 5,087 Milliards de francs CFA et 01 pour les infrastructures marchandes (Marché) pour 1,676 Milliard de FCFA. Le deuxième projet retenu vise l'Axe III du FDD. 08 projets se retrouvent dans ce lot pour un coût estimé à 11,756 Milliards FCFA (tous des projets d'aménagement hydro-agricole).



Après la signature des conventions de finances, le Porte-parole des Présidents des collectivités territoriales bénéficiaires, M. Siaka DEMBELE a remercié le ministre de l'Économie et des Finances pour la mise à disposition de ces financements de projets dont la réalisation aura des impacts significatifs dans la dynamique de développement local et dans le renforcement des acquis de la décentralisation.

Après la signature des conventions de finances, le Porte-parole des Présidents des collectivités territoriales bénéficiaires, M. Siaka DEMBELE a remercié le ministre de l'Économie et des Finances pour la mise à disposition de ces financements de projets dont la réalisation aura des impacts significatifs dans la dynamique de développement local et dans le renforcement des acquis de la décentralisation.

Le Représentant de l'Ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire de Chine, M. Chabane, a saisi cette occasion pour féliciter, au nom du Chef de file de la Médiation et du Président du Comité de Suivi de l'Accord, le gouvernement pour la réalisation de ces projets qui constitue l'un des engagements clés de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Issu du processus d'Alger.



« Cette cérémonie marque une étape importante dans la mise en œuvre du Volet "Développement Économique, Social et Culturel" de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, signé en 2015 à Bamako. Elle traduit la ferme volonté du Gouvernement de la République du Mali, d'avancer sur le sentier de la Paix, de la Réconciliation et du Renforcement de la Cohésion sociale », a déclaré le Ministre SANOU lors de la cérémonie. Il a adressé, au nom du Président de la Transition, Chef de l'État; du Premier Ministre et de l'ensemble des membres du Gouvernement, ses sincères remerciements aux Partenaires Techniques et Financiers pour leur accompagnement aux efforts de développement du Mali.

Le ministre SANOU a exhorté tous les acteurs et principalement les Gouverneurs des Régions et les Pré-

sidents des Conseils régionaux, des Autorités intérieures et des Collèges transitoires à assurer un suivi régulier de la mise en œuvre des projets ainsi financés, dans le respect des délais impartis et à œuvrer pour la satisfaction des besoins essentiels des populations.

Pour rappel, conformément aux dispositions du Titre IV de l'Accord, le Gouvernement du Mali a élaboré et validé le document de la Stratégie spécifique de Développement intégré des Régions du Nord en juillet 2017 dont le FDD constitue l'un des instruments de financement.

Créé suivant la Loi n° 2018-008 du 12 février 2018, le Fonds pour le Développement Durable est destiné au financement des projets et programmes dans le cadre du développement équilibré de l'ensemble des régions du Mali conformément à l'un des Principes Directeurs de l'Accord.

Le Gouvernement s'est alors engagé à assurer au fonds une gouvernance inclusive respectant les exigences de redevabilité et de transparence administrative et financière.

Notons que d'ores et déjà, le Gouvernement du Mali a adopté des textes de création et des modalités d'organisation, de fonctionnement des organes de gestion du Fonds pour le Développement Durable (Comités de Pilotage et de Gestion); élaborer le Manuel de procédures administratives, financières et comptables du Fonds pour le Développement Durable.

Ainsi, à la suite d'un processus de sélection de projets, selon des critères d'éligibilités, le Comité de Pilotage, en sa session du 29 avril 2021, a approuvé le financement de 16 projets pour un coût total estimé à 38,450 Milliards de francs CFA.

Le montant mobilisé pour le Fonds pour le Développement Durable est d'environ 61 milliards de FCFA dont 59,7 milliards financés par l'État malien et un appui de 1,3 milliards de FCFA de l'Agence française pour le Développement.



## UNE ECONOMIE RESILIENTE

**A**u plan économique, le Gouvernement, sur instruction du Président de la Transition, reste vigilant quant à la maîtrise et l'exécution des dépenses.

C'est dans cette optique que le budget d'Etat 2022 a connu une baisse des dépenses résultant d'une réduction du train de vie de l'Etat. Ces efforts ont permis d'économiser plus de 100 milliards FCFA, toute chose que le Président de la Transition n'a pas manqué de saluer et d'encourager le gouvernement à persévérer dans cette dynamique afin qu'un usage optimal des deniers publics soit observé.

La résilience de notre économie face aux différents chocs qu'a subis l'économie mondiale au cours de l'année 2020 nous incline à l'optimisme quant à la reprise rapide et entière de l'activité économique.

L'élaboration d'un plan de relance économique est une volonté constante du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita. Il s'agira de promouvoir une croissance inclusive et durable ; de promouvoir l'emploi des jeunes filles et garçons ; de renforcer et d'étendre la protection sociale aux populations les plus vulnérables.

L'uniformisation de la grille salariale prise par le Gouvernement va considérablement augmenter le

pouvoir d'achat des bénéficiaires.

La confiance des investisseurs au Mali reste intacte. La preuve, le Mali a levé, à travers l'émission des titres publics, près de 554 milliards de FCFA sur le marché financier sous régional depuis le mois de janvier 2021.

La reprise de la coopération avec la Banque mondiale dont le programme s'articule au tour d'appui au monde paysan, au secteur technique et la transparence dans les finances publiques, l'achèvement des examens combinés avec le FMI qui, aura permis au Mali de bénéficier dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) de 40 millions de DTS (droit de Tirage Spécial) soit 57,6 millions de dollars américain, tout ceci démontre que le Mali, malgré la crise, honore ses engagements vis-à-vis de ses partenaires financiers.

Le PIB réel en 2021 a augmenté de 4% contre 1% en 2020 et devrait se situer aux alentours de 5,7% en 2022 ; l'inflation est maintenue à moins de 2%. Tout cela traduit une résilience de notre économie.

*Boubacar DIANÉ, Chargé de mission ( Cellule économie et prospective)*

# PRÈS DE 530 MILLIARDS DE FCFA POUR ATTÉNUER LES EFFETS NÉFASTES DE LA VIE CHÈRE SUR LES POPULATIONS

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations, victimes des effets de la pandémie du coronavirus (COVID-19), de la crise sécuritaire et de la conjoncture internationale marquée par la flambée des prix des denrées alimentaires et du carburant sur le marché mondial, l'augmentation des coûts de transport ; le Gouvernement de Transition, suivant les instructions du Président de la Transition, Chef de l'État, a pris des mesures visant à soulager les populations.



Le Gouvernement a accordé des avantages fiscaux et douaniers aux opérateurs économiques et des subventions dans certains domaines en vue de soutenir les couches les plus vulnérables et préserver le pouvoir d'achat des consommateurs face à la flambée du prix des produits de première nécessité (le riz, l'huile alimentaire, le lait, le sucre, la farine, la viande, carburant, etc.). L'augmentation du prix de ces produits avait influé négativement sur les conditions de vie des populations.

Dans le cadre de l'opération spéciale liée à la période de soudure et du Ramadan, les autorités maliennes ont baissé, à hauteur de 50 % de la base taxable à l'importation de 510 000 tonnes de riz brisé non parfumé. Ce qui représente un manque à gagner de 15,80 milliards de FCFA aux caisses de l'État.

Outre cela, il a procédé à la baisse, à hauteur de 50 % de la base taxable à l'importation, de 24 000 tonnes d'huile alimentaire engendrant un manque à gagner de l'ordre de 3,08 milliards de FCFA. L'initiative de suspendre la perception de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les importations et les achats locaux de graines de coton pour les unités nationales de produc-

tion d'huile et d'aliment bétail, dont le manque à gagner est de plus de 6 milliards de FCFA.

En vue de contribuer à la stabilisation du prix de la viande sur le marché en 2021, notamment à Bamako et Kati, le gouvernement a également accordé une aide de 0,5 milliard de FCFA pour l'opération viande bovine.

Des avantages fiscaux et douaniers ont aussi été accordés aux minoteries, avec pour objectif le maintien du prix de la farine, du pain et de l'aliment bétail, à travers des conventions conclues avec le Gouvernement sur une période de trois (3) ans. Notons que les pertes de recettes annuelles dans ce domaine sont de vingt-six (26) milliards de francs CFA par an, soit soixante-dix-huit (78) milliards de francs CFA. En plus, les discussions avec les banques ont permis non seulement de réduire les taux d'intérêt des banques sur les opérations d'achat de blé, mais aussi d'augmenter le plafond d'engagement des minoteries pour un stockage important en vue de circonscrire la flambée du prix du blé qui est passé de 83 dollars en novembre 2020 à 180 dollars en mars 2021 pour atteindre aujourd'hui 278 euros.

Ce n'est pas tout. Toujours pour soulager les populations, une inscription budgétaire pour la subvention du gaz butane sur la période 2020-2021 de 10 348 milliards de FCFA a été faite en vue de contribuer à la baisse du prix du kilogramme de ce produit au profit des consommateurs.

La non-répercussion des prix à la pompe de la hausse des prix du pétrole sur le marché international entraînant un manque à gagner considérable pour le Trésor public. Dans le but de ne pas augmenter le prix du carburant à la pompe au profit des consommateurs et des opérateurs économiques, notamment du secteur du transport, le gouvernement a décidé de maintenir les prix à la pompe durant la période de novembre 2020 à novembre 2021 (663 FCFA le litre du Super, 593 FCFA le litre pour gasoil) malgré une augmentation moyenne de 35 % du prix du baril à l'international.



À titre indicatif, les pertes de recettes enregistrées sur les produits pétroliers à la suite de la non-application du mécanisme de taxation (bande des 3 %) sont de plus de 8 milliards FCFA et les subventions indirectes accordées sur lesdits produits sont estimées à plus de 8 milliards FCFA, soit au total plus de 17 milliards FCFA pour le seul 1<sup>er</sup> semestre 2021.

En ce qui concerne le sucre, le maintien de l'opération de jumelage, mise en place depuis plusieurs années, avec les sociétés SUKALA-SA et N-SUKALA-SA, contribue à maintenir le prix du kilogramme de sucre à 450 F CFA voire 500 FCFA au maximum.

D'autres aides et appuis ont été accordés également aux familles les plus vulnérables et certaines sociétés, notamment l'EDM-SA et la SOMAGEP SA ainsi qu'au secteur de l'artisanat et de la culture : 7 milliards de FCFA sont accordés pour couvrir la gratuité de consommation d'électricité et d'eau des tranches faibles, 15 milliards FCFA de distribution gratuite de céréales et d'aliments bétail, 63 milliards de FCFA ont été accordés à EDM pour le maintien des prix aux prix de référence de 2014 pour les consommateurs, 32 milliards de FCFA ont été accordés à EDM et SOMAGEP afin de soutenir les consommations de la population, 39 milliards de FCFA ont été mis à la disposition du Programme de Filets sociaux Jigisemejiri dans le cadre du soutien aux populations vulnérables (Programme

gouvernemental de Transferts Monétaires d'Urgence). 198 541 ménages ont pu bénéficier de la somme de 90 000 FCFA à la date du 30 juin 2021.

Aussi un montant de 700 millions FCFA d'appui a-t-il été accordé pour le secteur de l'artisanat et du tourisme.

Il convient de noter que le Gouvernement de Transition poursuit ses efforts en matière de gratuité accordée dans le domaine de la santé, où 7,5 milliards FCFA (césarienne, dialyse, paludisme, traitements antiviraux du VIH-SIDA) ont été accordés. Dans le secteur de l'éducation, 18 milliards FCFA ont été investis dans les allocations des étudiants, en termes de bourses. Notons également que des mesures d'exonération fiscale ont concerné des secteurs sinistrés comme l'hôtellerie dont l'impact s'élève à 4,5 milliards FCFA. Dans le même temps, l'État travaille au maintien de l'emploi et à l'amélioration du niveau de revenu des salariés. Ainsi, divers appuis ont été faits à l'OMH (pour la poursuite du Programme des logements sociaux), à la COMATEX, à la SOPAFER... etc.

Suite aux négociations avec les syndicats, les conditions de vie des travailleurs ont été améliorées à travers la grille unifiée, les primes et indemnités. Les efforts fournis dans le cadre l'amélioration des conditions salariales des agents de l'État se chiffrent à 173 milliards FCFA sans compter son impact sur les pensions de retraite. L'effort global fourni atteint 530 milliards de FCFA soutenus par le Budget de l'État.

Rappelons que tout cela se fait dans un contexte économique très difficile, marqué par la faible mobilisation des ressources extérieures, la concentration de la perception des recettes fiscales sur des zones de plus en plus réduites à cause de l'insécurité, le poids important des dépenses de sécurité sur le Budget de l'État.



# CAMPAGNE 2020-2021

## DE BELLES PERSPECTIVES POUR LA CULTURE DU COTON



**M**algré des défis majeurs, la campagne agricole 2020-2021 s'est bien déroulée. Quant à celle en vue, elle s'annonce prometteuse avec une augmentation éventuelle des superficies de productions.

La campagne agricole 2020-2021, la première du Programme de Développement stratégique 2020-2025, a connu un démarrage assez agité dans la filière coton au Mali. Cette campagne a été marquée entre autres par le paiement de la totalité de la production de la campagne 2019-2020 avant fin avril 2020, la satisfaction des besoins en intrants exprimés par les producteurs et le pourvoi des postes vacants en agents d'encadrement.

Malgré sa bonne préparation, cette campagne a été marquée par les effets néfastes de la pandémie de COVID-19. Ce qui n'a pas mis la filière à l'abri d'un mouvement de mécontentement général des producteurs. Des cris de cœur entraînés par la baisse du prix d'achat du coton graine aux producteurs suite à la chute des cours mondiaux de la fibre (200 FCFA le kg de 1er choix contre 275 FCFA en 2019/2020), la cession des intrants agricoles aux prix coûtants, le bonus de 15 FCFA/kg issu du transfert de la subvention des engrais sur le prix d'achat du coton graine jugée

insuffisante et la contestation des résultats du renouvellement des organes des coopératives des producteurs de coton dans plusieurs secteurs.

### Situation pluviométrique

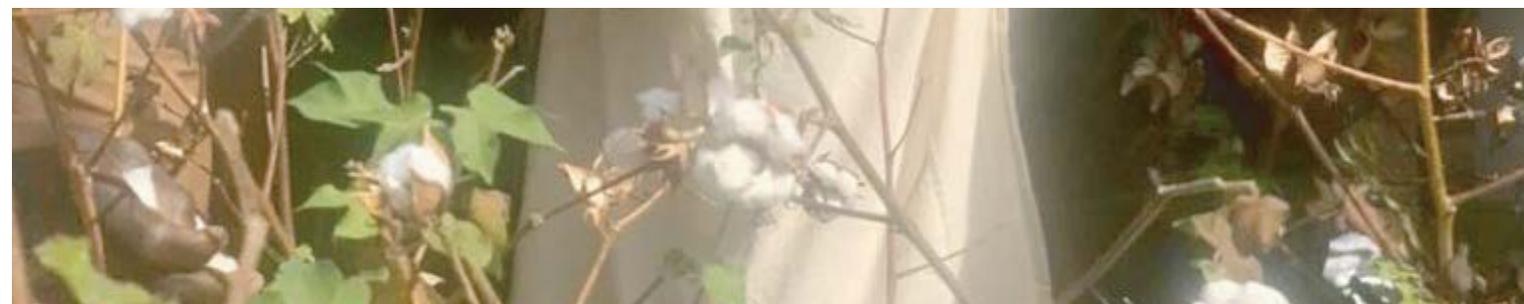
En plus de ces problèmes, il faut ajouter aussi le facteur pluviométrie. Cette campagne a été caractérisée par une pluviométrie insuffisante et mal répartie dans le temps et dans l'espace pendant la période des semis. L'hivernage a démarré au mois de mai dans toutes les Filiales. Un mois qui a été moins arrosé par rapport à la campagne précédente dans toutes les Filiales, sauf à Kita. Ces pluies ont permis le démarrage des travaux de préparation des sols et d'amorcer les semis par endroit avant que le mot d'ordre de boycott du coton ne vienne freiner l'ardeur des producteurs.

Quant au mois de juin, il a été particulièrement sec surtout pendant les deux dernières décades. Cette irrégularité a fortement affecté la progression des semis malgré la levée du mot d'ordre de boycott dans plusieurs zones pendant la dernière décade du mois.

La poche de sécheresse, commencée en juin, s'est poursuivie jusqu'au 7 juillet dans plusieurs zones. La normalisation de la pluviométrie, durant le mois de juillet, n'a été effective qu'à partir de la fin de la première décade. Les semis se sont poursuivis pour toutes les cultures. Pour le coton, les semis ont pris fin le 20 juillet.

En août, les pluies ont été abondantes à partir de la deuxième décade. Cette abondance s'est poursuivie en septembre, occasionnant des stagnations temporaires d'eau sous les cultures.

En octobre, d'importantes hauteurs de pluies ont été enregistrées dans plusieurs zones. Plusieurs parcelles de cultures, surtout dans les zones basses, ont été inondées. Ces précipitations ont favorisé la pourriture des capsules de base.



Sur le plan phytosanitaire, la situation est restée calme. Le pic d'*Helicoverpa* de septembre a été beaucoup moins important à l'instar de la campagne précédente.

Projet de plan de campagne 2020-2021

Il est à noter que dans le cadre de l'apaisement du climat social dans la zone cotonnière, le 7 juin 2020, l'État a revu le bonus à la hausse passant de 15 à 50 FCFA/kg de coton graine vendu. Aussi courant ce même mois de juin, la moitié de la subvention accordée a été reportée sur le prix des engrais pour les rendre plus accessibles aux fins d'emblaver 395 000 ha de coton et 330 000 ha de maïs.

Des décisions qui ont été assez bénéfiques, puisqu'on a assisté à une augmentation des superficies. À l'issue des contrôles, la surface productive de coton a été arrêtée à 164 833 ha, dont 12 386 dans la zone OHVN. La commercialisation a pris fin au cours du mois d'avril 2021 et la production réalisée est de 156 522 tonnes, dont 9 140 tonnes en zone OHVN. Quant aux céréales sèches (maïs, mil et sorgho), la production réalisée est de 1 919 800 tonnes, dont 801 200 tonnes de maïs. Cette production couvre les besoins en céréales des populations de la zone CMDT, à condition que les principes de bonne gestion des stocks de céréales soient respectés.

Pour la campagne 2021-2022, le projet de plan de campagne porte sur 820 000 tonnes de coton graine



et 2 524 000 tonnes de céréales, dont 1 485 000 tonnes de maïs.

Cette ambition repose sur l'engouement des producteurs pour les cultures du système coton, affiché lors du recensement des intentions de cultures en septembre-octobre 2020, l'amélioration du prix d'achat du coton graine par l'Etat et le maintien de la subvention des principaux engrais.

Au cours du Conseil Supérieur de l'Agriculture, tenu le 30 mars 2021, le Président de la Transition a fixé le prix d'achat du coton graine à 280 FCFA/kg pour le premier choix et 11 000 FCFA/sac de 50 kg comme prix de cession des trois principaux engrais du système coton (complexe coton, complexe céréale et urée). Les commandes complémentaires en intrants ont porté sur 29 000 tonnes de complexes coton, 25 000 tonnes de complexes céréale, 35 000 tonnes d'urée, 515 000 doses d'insecticides et 306 000 sachets doses de fongicide coton.



# INSTALLATION DES MEMBRES DU PANEL DES ANR

*Sous la Présidence de Son Excellence, le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'État, les hautes personnalités des Assises nationales de la refondation ont été officiellement installées dans leur fonction. C'était au cours d'une cérémonie solennelle au Palais de Koulouba, dans la salle des banquets, le mardi 26 octobre 2021.*



En présence, du Premier ministre accompagné de certains membres du gouvernement et de ceux du cabinet du Président de la Transition, le Panel des Assises nationales de la refondation a été installé.

Composé d'une dizaine de panelistes de grande expérience, l'organe est placé sous la présidence de M. Zéni Moulaye, ancien ministre suivant le Décret N° 2021-0730/PT-RM du 16 octobre 2021 portant nomination des membres de ce Panel.

Selon les précisions du Chef de l'État, l'organisation de ces Assises, qui se tiendront du 20 au 26 décembre 2021, se justifie par « Les maux qui minent notre État et notre société et qui nous ont conduits dans la situation complexe actuelle ». Pour traiter ces maux, il faut, selon lui, « des solutions endogènes et durables », qui ne seront obtenues qu'en donnant « la parole au peuple qui doit, en dernier ressort, déterminer son avenir, ainsi que les voies et moyens pour y parvenir ».

Par ailleurs, le Président de la Transition, n'a pas manqué de rappeler que lesdites Assises sont l'émanation des aspirations profondes du peuple malien et qui sont, entre autres, la sécurité sur l'ensemble du territoire national, la lutte contre la corruption et l'impunité, l'apaisement du climat social et la mise en œuvre des réformes institutionnelles, gage d'élections transparentes et crédibles.

Rappelant le passé glorieux du peuple malien, le Président du Panel des Assises nationales de la Refondation estime qu'aujourd'hui plus que jamais, « l'heure a sonné pour une réflexion approfondie sur la refondation du Mali ».

Pour réussir cette entreprise gigantesque, « Il faut que nous changeons nous-mêmes d'abord afin de réussir un grand sursaut national », a-t-il précisé, convaincu que la situation actuelle du Mali est loin d'être une fatalité. C'est plutôt des « vicissitudes de l'histoire ». Il s'agira donc, pour le Mali, de construire une « solution politique pour sortir de l'impasse » en combattant

l'adversité pour retrouver sa place dans le concert des Nations.

Rassurant le Chef de l'État sur l'engagement de son équipe, M. Zéni Moulaye déclare : « Nous avons répondu de bonne foi à l'appel de la Nation avec la ferme volonté de faire notre part à travers une contribution de qualité au processus de la refondation qui s'annonce et qui est une nécessité absolue ».

Face aux problèmes existentiels du pays, Zéni Moulaye reconforte les idées du Chef de l'État en proposant le recours à des solutions endogènes et à une revalorisation de « nos mécanismes internes les plus pertinents de gestion et de résolution des conflits, sans exclure les apports de nos frères, amis et partenaires extérieurs ».

En portant ainsi le Panel des Assises nationales de la Refondation sur les fonts baptismaux, il reste à espérer que les conclusions qui en découleront serviront de base solide pour l'émergence d'un Mali nouveau.

# JOURNÉE COMM PUPILLES D

## Le Président de la Tr avec les enfants des milita

À la veille de la Journée nationale des pupilles, le Président de la transition, Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a reçu dans la salle des banquets du Palais de Koulouba, les pupilles de la Nation, ce samedi 30 octobre 2021. Une cérémonie au cours de laquelle le Chef de l'État a remis des cadeaux aux jeunes orphelins dont les parents sont tombés sur le champ de l'honneur.

Cette édition a enregistré la présence du Premier ministre, du Président du Conseil national de la Transition, de Madame le Ministre de la Santé et du Développement social,

certains membres du Gouvernement.

La tenue de cette Journée participe de la volonté des autorités de la transition, d'impulser un élan de solidarité autour des pupilles dont les parents ont servi la nation au prix de leur vie. Donc, un véritable devoir de mémoire dont le Président de la Transition s'est à juste titre acquitté. La création de l'Office national des pupilles du Mali répond sans conteste à cet idéal.

Ce geste de solidarité et de reconnaissance du Président de la Transition aux serveurs de la patrie, prévoit une prise en charge optimale des pupilles, à travers notamment l'oc-



# ÉMORATIVE DES E LA NATION

## ransition communie ires tombés pour le Mali

troi de cartes de pupille et de carte bancaire.

Au-delà de son aspect humanitaire, cette action du Chef de l'État est un soutien moral et psychologique aux militaires engagés pour la défense de la Nation.

« Face à la guerre qui nous est imposée, l'engagement des forces de défense et de sécurité est nécessaire pour le retour définitif de la paix au Mali », a affirmé Son Excellence, le Colonel Assimi GOÏTA.

Le Président de la Transition a, par ailleurs, rassuré que les sacrifices consentis pour la survie de la Nation ne seront

jamais oubliés.

Habillés en jaune, « couleur de la gloire et de la richesse », les pupilles de la Nation ont entonné des poèmes pour magnifier toute la grandeur du Mali. Ils ont également témoigné toute leur reconnaissance et leur gratitude au Président de la Transition.

Des chants, des dons de présents aux pupilles et une photo de famille du Chef de l'État avec les pupilles, après une visite guidée dans le jardin du Palais présidentiel, ont mis fin à cette Journée.



*le la Nation!*

# RÉCONNAISSANCE DU MÉRITE

## L'ÉTAT HONORE SES GRANDS SERVITEURS



Le Président de la transition, Son Excellence, le Colonel Assimi GOÏTA, Grand Maître des Ordres nationaux, a procédé à la distinction de plusieurs hauts cadres du pays, le jeudi 28 octobre 2021.

La cérémonie de décoration a réuni au Palais de Kouilouba, dans la salle des banquets, plusieurs ministres et anciens membres de Gouvernement, des Généraux ainsi que les membres de cabinet du Président de la transition. Était également présent le Chef du Gouvernement, Dr Choguel Kokalla MAÏGA.

Juste après l'exécution de l'hymne national, le Général Amadou Sagafourou Guèye, Grand Chancelier des Ordres nationaux, a situé cette cérémonie dans son contexte. « Les années se suivent, l'histoire s'écrit au quotidien, les hommes passent, mais le pays demeure », a-t-il déclaré pour exhorter les Maliens à l'union et à la solidarité et surtout de chercher à mériter de la patrie malienne.

Cette cérémonie, faut-il le rappeler, est une tradition de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux au profit de ceux qui « ont mérité de la Nation », par leur engagement patriotique. Ces distinctions solennelles sont, une fois de plus, la preuve de l'attachement du chef de l'État à la récompense du mérite au service de la nation.

Au total, 11 Grands Officiers de l'Ordre national, 7

Commandeurs de l'Ordre national, 16 officiers de l'Ordre national et 21 Chevaliers de l'Ordre national ont été distingués par le Grand Maître de l'Ordre national, Son Excellence Colonel Assimi GOÏTA.

Parmi les récipiendaires de ces distinctions honorifiques figurent les membres de la Cellule de crise, qui avait été mise en place pour la libération de feu l'Honorable Soumaila CISSÉ; le Premier ministre (élevé à la dignité de Commandeur de l'Ordre national), ainsi que certains membres du Gouvernement de Transition.

Au nom des récipiendaires, l'Ancien ministre Boubacar Karamoko COULIBALY, a exprimé toute sa reconnaissance au Chef de l'État pour ces distinctions dans les ordres nationaux de la République du Mali. Un événement qu'il juge symbolique en raison de la qualité des personnalités distinguées : des hommes et femmes qui incarnent les valeurs de la République. Le Porte-Parole finit par rappeler, en lançant surtout un appel aux Maliens, que « servir l'intérêt public est une passion, une vocation ».

Ces récipiendaires sont désormais des icônes pour les générations futures.

## LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL, UN INSTRUMENT CLÉ DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

« Vous êtes indispensables dans le processus de lutte contre la corruption et la délinquance financière »

Le président de la Transition, le colonel Assimi GOITA a officiellement reçu, le mardi 12 octobre 2021, le Rapport annuel 2020 du Vérificateur Général. C'était lors d'une cérémonie solennelle au Palais de Koulouba, en présence du premier ministre Dr Choquel Kokalla Maïga et de plusieurs membres de son gouvernement.

Cette remise officielle du rapport annuel au Chef de l'Etat, marque une année de travail d'investigations au sein de différents services publics, à l'issue desquelles une cartographie d'irrégularités a été établie ainsi que la formulation de recommandations conséquentes.

Sur 33 missions programmées, le Bureau a réalisé vingt-et-une (21) missions de vérification et une évaluation de politique publique, a affirmé dans son discours Samba Alhamdou BABY, vérificateur général qui précisera que ces missions ont concerné un service de l'Administration centrale, des services extérieurs, des organismes personnalisés, des sociétés minières et des Collectivités Territoriales. Selon le vérificateur général, le choix de ces vingt-deux missions a été basé, non seulement sur la traditionnelle cartographie des risques utilisée par le Bureau, mais aussi sur l'import-

tance des secteurs d'activités des entités vérifiées. Les missions de vérification ont couvert essentiellement les domaines de la sécurité alimentaire, les Infrastructures et la Sécurité routières, la gouvernance institutionnelle, le Développement local, la Santé et enfin l'Energie et l'Eau.

Pour le président de la Transition, qui a félicité le vérificateur général et son équipe, ce rapport est le fruit d'un grand engagement, dont les autorités de la Transition et tout le peuple sont fiers. « Votre rôle est indispensable dans le processus de lutte contre la corruption et la délinquance financière dans la mesure où il constitue le point de départ de toutes les autres actions à mener dans ce sens », a indiqué le Président GOITA. Plus que le respect d'une simple tradition de remise solennelle de rapport annuel, cette action, selon le Chef de l'Etat, trouve sa signification dans les aspirations profondes du peuple malien dont le désir d'équité et la soif de justice augmentent de jour en jour. Cela nous interpelle donc tous, et à juste titre, a reconnu le Chef de l'Etat. Pour lequel ce rapport contribuera sans nul doute à instaurer une gouvernance vertueuse, axée sur le respect de «la Chose publique»





## Lutte contre la corruption Le Président GOITA a reçu les rapports annuels de l'OCLEI

Le Président de la Transition a reçu le jeudi 14 octobre 2021 des mains du Président de l'OCLEI Moumini Guindo, les rapports annuels 2019, 2020 et le rapport d'étude relative à la déontologie des agents publics au Mali. C'était dans la salle des banquets de Koulouba en présence de plusieurs officiels dont le premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga.

Durant cette cérémonie de remise, le Président de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite Dr Moumouni Guindo, a présenté les différents rapports au chef de l'Etat avant de saluer son accompagnement qui a permis le renforcement des capacités du personnel de l'OCLEI.

« Vos rapports nous confortent dans notre vision d'un Mali nouveau, s'est réjoui le Chef de l'Etat, un Mali où les citoyens ont accès à l'eau potable, à la santé, à l'éducation aux routes de bonne qualité » ajoutera-t-il. Avant de saluer les énormes efforts pour aboutir aux résultats qui méritent des encouragements.

« Nous vous félicitons et vous encourageons à poursuivre votre mission, car le Mali attend beaucoup de vous », a conclu le Président de la Transition, le Colonel Assimi GOITA





**Le Président de la Transition, Chef de l'État, Son Excellence, le Colonel Assimi GOÏTA a reçu, les autorités traditionnelles, coutumières et religieuses du Mali.**



**L**e Président de la Transition, Chef de l'État, Son Excellence, le Colonel Assimi GOÏTA a reçu, vendredi 12 novembre 2021, dans la salle des banquets de Koulobouba, les autorités traditionnelles, coutumières et religieuses du Mali. À l'ordre du jour : les défis et enjeux socio-politiques auxquels fait face le Mali. C'était en présence du Premier ministre, du Président du Conseil national de la Transition, de l'Archevêque de Bamako ainsi que du Président du Haut conseil islamique.

Toutes les 19 régions du Mali, en plus du district de Bamako, ont répondu à l'invitation du Chef de l'État. À l'unanimité, les légitimités coutumières et traditionnelles ont témoigné qu'une telle rencontre relevait « du jamais vu dans notre pays », car selon leurs précisions, c'était la toute première fois qu'un Président réunissait les représentants des terroirs ainsi que les notabilités sous un même toit. M. Bajan Ag Hamatou, de la délégation de Ménaka, renchérit en déclarant que « les Chefs traditionnels ont toujours été écartés de la gestion du pouvoir, no-

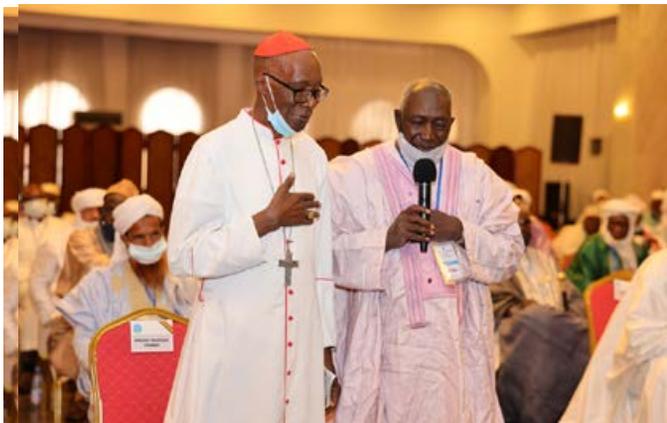
tamment dans le processus de prise de décisions. » Une erreur qui, selon lui, est en train d'être corrigée progressivement par le Président de la Transition, depuis son investiture.

Certains représentants des autorités traditionnelles, coutumières et religieuses du Mali, ont, au cours de cette cérémonie, réclamé sans réserve, une rallonge d'xxe la Transition jusqu'à l'apaisement du climat social, politique et sécuritaire dans notre pays.

Quant à El Hadji Djibril DIARRA, patriarche des familles fondatrices de Koulikoro, « la prolongation de la Transition est une logique qui s'impose de facto aux Maliens au regard du contexte socio-politique, sécuritaire et humanitaire difficile que vit le pays. » Aussi, a-t-il exhorté les autorités de la Transition à persévérer dans la lutte implacable contre la corruption, la délinquance financière et l'impunité. Un soutien de taille qui n'a pas manqué d'en provoquer bien d'autres.

Les hôtes ont lancé un appel pressant aux Maliens à se donner la main pour la réussite de la Transition, quelle qu'en soit la durée.





De l'avis général, il ressort une vive opposition à la tenue d'une quelconque élection au mois de février prochain pour d'évidentes raisons de sécurité et de paix sociale. C'est pourquoi, M. Zantigui DIAKITÉ, Chef de la délégation de Bougouni estime que les Maliens doivent « prendre le temps de balayer d'abord la maison commune avant de songer à des élections ». Pour sa part, M. Oumar Cheick OUARTARA, Chef de la délégation de Koutiala, salue les différentes initiatives du Président GOÏTA depuis sa venue aux affaires.

Satisfait de ces bons témoignages, le Chef de l'État a salué la présence massive des légitimités tradition-

nelles, coutumières et religieuses aux côtés des autorités de la Transition. « Votre engagement au quotidien est une chance énorme pour l'équilibre social qui est un facteur déterminant au sein de toute collectivité », a déclaré le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA avant d'inviter ces visiteurs de marque à poursuivre leur dynamique de soutien à « l'État en général et à la Transition en particulier ».

Le Président GOÏTA a réconforté les Chefs de village en s'engageant à leur octroyer, « dans un avenir très proche, en plus d'un macaron, un drapeau que chacun fera flotter en un endroit visible de sa maison, de préférence à la porte d'entrée ou au milieu de la cour ». Une information aussitôt accueillie par un tonnerre d'applaudissements, signe tangible de satisfaction de la part des concernés dont le leadership de certains a déjà permis de mobiliser les populations dans le sens des contributions volontaires à l'effort de guerre.





## JUSTICE MILITAIRE

Trois accusés à la barre pour des infractions de droits communs

La première session de la chambre criminelle du tribunal militaire de Bamako s'est ouverte, le mercredi 10 novembre 2021, au siège de la juridiction militaire sise à Dar-Salam (Bamako). Cette session était présidée par le ministre de la Défense et des Anciens combattants, le colonel Sadio Camara entouré de son homologue de la justice, des droits de l'homme et garde des sceaux, Mahamadou Kassogué et plusieurs autres responsables civiles et militaires.

Cette session unique concerne trois accusés, tous des militaires dont un absent, pour trois chefs d'accusation notamment le crime, le viol, et l'assassinat.

Le procureur du tribunal militaire, le magistrat colonel Soumaïla Bagayoko occupant le banc du ministère public lors de cette session a mis en exergue les com-

pétences des tribunaux militaires qui se résument à juger les infractions du droit commun commises par les militaires et leurs complices lors des services, dans les casernes, dans les quartiers, ou établissements civils ou militaires. Selon le procureur, beaucoup d'exactions commises sont imputées à l'armée régulière, et d'ajouter qu'il y a urgence de faire accompagner les missions militaires par la prévôté.

A travers cette session du tribunal militaire, la hiérarchie entend faire passer un message clair à savoir la nécessité conduire les opérations en tout professionnalisme. Toute chose qui ne primerait pas avec l'impunité ou les excès. Cependant, il reste entendu que l'Armée déploiera tous les moyens nécessaires à l'accomplissement des missions assignées sans perdre de vue la dimension de la protection qui revient aux militaires dans l'exercice de leurs fonctions.





## LE GROUPEMENT AÉRIEN PRÉSIDENTIEL FAIT PEAU NEUVE



*L'avion présidentiel, dont l'acquisition et la gestion par un personnel étranger aurait fait un grand bruit au Mali, est désormais entièrement géré par des Maliens qu'il s'agisse des pilotes ou autres personnels navigants, le groupement aérien de la présidence de la république a connu un profond changement*

L'un des soucis majeurs des autorités maliennes de la transition, depuis leur installation, est la maîtrise des dépenses de l'État et la lutte contre la corruption. Cette ambition les amène à recourir à des mesures innovantes, comme on le voit aujourd'hui dans la gestion du Groupe Aérien de la Présidence de la République. Tout le personnel navigant du GAP est non seulement Malien, mais aussi la gestion des ressources a complètement innové.

Comme à l'accoutumée, chaque fois que le Boeing BBJ-PRM, l'avion de la présidence de la République du Mali, n'est pas en service, celui-ci effectue un vol d'entraînement opérationnel hebdomadaire. Un vol visant, non seulement, à améliorer le niveau de qualification des pilotes en accoissant leurs compétences, mais aussi et surtout à maintenir l'avion en bon état.

Pendant près de deux heures, les pilotes : le Lieutenant-colonel Abdoulaye DIAKITE (Chef des opérations aériennes) et le Colonel Lassina TOGOLA (Coordinateur du GAP), assistés par leur conseiller

technique, ont volé aux alentours de Bamako.

Avant ce vol d'entraînement, cet équipage, entièrement malien, a effectué les derniers contrôles de routine afin de s'assurer que l'appareil est bien prêt pour effectuer l'entraînement. Après les deux vols, sans aucun incident et dans un véritable confort à l'intérieur, le Boeing s'immobilise sur le tarmac. Sur place, on ne voyait que des Maliens pour la prise en charge de l'appareil présidentiel.

Rappelons que le groupement aérien de la présidence a été créé en août 2015 par le Décret N° 2015-0550 du Président de la République du Mali, le Groupe Aérien de la Présidence de la République (GAPR) brille désormais par les innovations apportées dans la gestion des ressources, depuis l'avènement de la transition, en août 2020.

Géré en grande partie par des étrangers depuis sa création, ce service souffrait de mauvaises gestions de ses ressources, selon le Coordinateur du GAP. Le Chef des opérations, Abdoulaye DIAKITE précise que les six pilotes ainsi que les ingénieurs, dont disposait ce service, étaient jadis pris en charge par la présidence, à des coûts exorbitants.

Ce changement n'est-il pas une preuve supplémentaire de la réduction du train de vie de l'Etat si l'on sait que l'essentiel de ces compétences est issu de l'armée de l'air



# L'ESPOIR DE VIVRE DIGNEMENT

## REMISE DE CLÉS DES LOGEMENTS SOCIAUX DE N'TABACORO

Le Président de la Transition, Son Excellence le Colonel Assimi GOITA a présidé, lundi 20 septembre 2021, la cérémonie de remise des clés des logements sociaux de N'Tabacoro, à savoir la 1re et 2e tranche du programme des 12 566 logements sociaux de Bamako.

L'événement a enregistré la présence du Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Choguel Kokala MAIGA; le Colonel Malick Diaw, Président du Conseil National de Transition et plusieurs autres personnalités. En plus des personnalités, les populations de la commune de N'Tabacoro sont massivement sorties pour témoigner le bonheur d'acquérir un toit. Dans un décor des grands jours, au pavoisement des couleurs nationales, le Maire de la commune de N'Tabacoro a souhaité la bienvenue au Chef de l'État, conformément aux civilités en la circonstance. Il lui a ensuite renouvelé ses sincères remerciements pour la réalisation diligente du chantier, dans cette mégalopole que constitue la ville de Bamako avec ces nombreux problèmes de logements. Par

ce geste, a poursuivi Monsieur le Maire, le Président de la Transition donne la joie, la tranquillité et surtout l'espoir de vivre dignement à des hommes et des femmes.

Le Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des domaines de l'Aménagement du Territoire et de la Population a saisi l'occasion pour rappeler qu'au-delà de la création de milliers d'emplois directs et indirects, le programme des logements sociaux consacre l'expression manifeste de la volonté des plus hautes autorités de la Transition de loger le maximum de nos compatriotes à un coût abordable. Cette action, a-t-il fait remarquer, est clairement inscrite dans l'axe-cadre du gouvernement de la Transition et traduit du coup la volonté de Son Excellence le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'État.

Au nombre des heureux bénéficiaires, Madame BAYE Hadey TOURE, qui a reçu des mains du Chef de l'État les clés de son appartement, a saisi l'opportunité d'exprimer sa profonde gratitude aux nouvelles autorités de la Transition pour tout le bonheur qu'elle ressent

à travers ce geste du Chef de l'État. Elle était affaiblie sous le coup de l'émotion d'une part, et d'autre part la joie d'être désormais à l'abri des difficultés de logement.

Entre autres temps forts de l'événement, il faut souligner la découverte de la stèle immortalisant l'événement, par Son Excellence le Colonel Assimi GOITA. Le Chef de l'État a eu droit à une visite guidée d'un logement F4, après la coupure du ruban symbolique.

Vu toute la dimension sociale du programme des logements sociaux, le Président de la Transition, Chef de l'État, a indiqué qu'il s'agira alors non seulement de prendre soin de ces logements, mais aussi de veiller à l'acquittement régulier des frais y afférents. Ce qui permettra la construction de plusieurs autres logements pour les Maliens, a-t-il conclu.



# MOIS DE LA SOLIDARITÉ

LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION AU PLUS  
PROCHE DES COUCHES DÉFAVORISÉES





« *La solidarité, un moyen de renforcement de la paix, de la cohésion sociale* », tel était le thème de la 27<sup>e</sup> édition du mois de la solidarité qui a été marquée par des dons de céréales transformés, de moto tricycles pour personnes en situation de handicap, de moulins ainsi que de kits scolaires et des visites aux blessés de guerre hospitalisés à la Polyclinique des Armées de Kati, aux personnes âgées ainsi qu'aux doyennes d'âge. Des gestes de solidarité qui ont concerné plusieurs Régions du Mali, dont Kayes, Sikasso, Koulikoro et Ségou, en plus du district de Bamako, où le Chef de l'État a même rendu visite à la doyenne d'âge, Maïmouna Sangaré, âgée de 112 ans.

À travers ces multiples activités, la délégation conduite par Colonel Assan Badiallo TOURE, Conseillère spéciale du Chef de l'État, a prouvé que « le Président de la Transition a en cœur tous les Maliens ».

### **Signe de reconnaissance**

« Au nom du Président de la Transition, qui tient à cœur tous les Maliens, on a tenu à commencer les activités de ce mois de la solidarité par les blessés de guerre. Ceux pour qui la vie ne serait plus sûrement comme avant, ceux qui ne verront plus certainement leurs enfants sourire, ceux qui seront en situation de handicap ou auront des difficultés à vivre », a déclaré la Conseillère spéciale du Président de la Transition, dans son discours, lors du lancement des activités du mois dédié à la solidarité.

Le lancement de ces activités dans la Polyclinique est assez symbolique, selon Assan Badiallo TOURE. C'est un signe de reconnaissance du Président de la Transition à ces hommes qui se sacrifient pour la Nation. « Les gens qui ont accepté de se sacrifier pour l'État, il faut bien qu'en retour l'État soit là pour eux », a indiqué le Directeur de la Direction centrale des services de santé des Armées (DCSA), Colonel Major Mamadou Alpha Ndiaw.

### **« Une surprise agréable »**

Ce mois de la solidarité a été marqué également par une remise d'ambulance à certains Centres de santé communautaire (CSCOM) du Mali, dont celui de Kollokani, l'hôpital Pr Bocar Sidy SALL de Kati, le Centre hospitalier universitaire (CHU-HBD) et le Centre pour le développement des vaccins (CVD-Mali) de Bamako ainsi que le CSREF de Dioïla.

« Nous sommes véritablement comblés parce que cette acquisition répond à un besoin manifeste », a avoué le Directeur du CHU-HBD, Pr Ousmane FAYE, au cours de la cérémonie de remise d'une ambulance flambant neuf. Et de poursuivre : « Recevoir une ambulance est une surprise agréable ».

À la clinique périnatale Mohamed VI, qui s'apprêtait à ouvrir ses portes, la joie était également au rendez-vous, après réception d'une ambulance offerte par le Président de la Transition.

### **Les « faits sont là et sont concrets »**

A Kayes, Hamed NIANG, l'un des bénéficiaires des œuvres sociales du Chef de l'État, âgé de près de 96 ans, n'a pas manqué de mots de remerciements et d'accompagnement à l'endroit du Président de la Transition et de toute son équipe.

Comblé de joie, le Colonel Moussa SOUMARE, Gouverneur de la région de Kayes, rappelle qu'à travers ces gestes, le Colonel Assimi GOÏTA vient de joindre l'acte à la parole. Selon ses propos, le chef de l'État avait promis aux Maliens, depuis son investiture, de les aider. Aujourd'hui, les « faits sont là et sont concrets », a-t-il martelé.

À Dembela, dans la Région de Sikasso, les femmes ont formulé des vœux de réussite, de paix et cohésion sociale à la Transition, après avoir reçu un moulin offert gracieusement par le Chef de l'État. Mme SAMAKÉ Fanta COULIBALY, Représentante des femmes de la commune de Dembela, a déclaré : « Ce moulin va beaucoup nous aider dans nos tâches quotidiennes ».

Le Président de l'Amicale des dialysés du Mali, Ibrahima Dembélé, s'est réjoui de la réception de dix appareils de dialyses pour le CHU du Point G : « Je ne suis pas surpris par ce geste auquel nous nous attendions, car nous lui avons exprimé ce besoin. Au nom de tous les patients je remercie le Chef de l'État et l'invite à étendre ce geste pour les insuffisants rénaux des régions de Gao, Tombouctou et Kayes où il y a également un besoin pressant ».





# OEUVRE SOCIALES / MOIS DE LA SOLIDARITÉ

## LES POPULATIONS S'EXPRIMENT

À Dioïla, dans le Baniko, après réception d'une ambulance flambant neuf, des céréales transformées au profit des personnes démunies, des personnes en situation de handicap ainsi que des prisonniers et des vieilles personnes, Yacouba Daoulé MARICO, Maire de Kaladougou, a déclaré : « Cela fait des décennies que le cercle de Dioïla n'a pas bénéficié de don émanant d'un Président du Mali. »

Kandé DOUCOURE, Maire de la Commune de Bafoulabé (Kayes), abonde dans le même sens, après des consultations gratuites et des dons de médicaments au profit de la population de sa circonscription. « Je crois que c'est l'une des premières fois qu'un chef d'État, un homme de son rang, utilise les deux tiers de son fonds de souveraineté pour venir en aide aux personnes âgées, démunies, malades », a témoigné l'élu local de Bafoulabé.



Les activités du mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion de cette année ont été couplées avec celles des œuvres sociales du Chef de l'État en faveur du bien-être des populations maliennes. Au cours de ces activités de don en nature, beaucoup de témoignages ont été émis sur la qualité de ces hommes et femmes qui gouvernent désormais la nation malienne.



« Pour qui ne le connaît pas, le Président Assimi GOÏTA est un homme engagé, un véritable patriote, qui a le souci de changer cette nation », martèle Yacouba Daoulé MARICO.

À travers les Assises nationales de la refondation, annoncées pour fin décembre 2021, cette Transition doit apporter les changements tant attendus à travers des réformes politiques et institutionnelles, afin d'éviter que les pauvres continuent à payer les frais de la mauvaise gouvernance. C'est pour cette raison que Drissa SOUMARE, Chef de village de Bafoulabé, a indiqué, lors du passage de la délégation chargée de la mise en œuvre des œuvres sociales du Président GOÏTA : « Nous avons tous pour devoir d'accompagner cette transition, parce que ce pays a été longtemps victime de la mauvaise gouvernance, qui est en train d'avoir des répercussions sur nous, à Kayes ».

# LE MALI SERA CELUI DE 1960

Le Maire de Bafoulabé précise que toutes ces œuvres du Colonel GOÏTA au profit des populations trouvent leur explication dans sa volonté de faire rayonner le Mali. Ces actes des autorités de la Transition promeuvent la cohésion sociale, la paix et la stabilité au Mali.

À l'occasion du lancement de leurs activités sportives, le 6 septembre 2021, toute la jeunesse de Niéna et du Ganadougou, dans la région de

Sikasso, s'est dite disposée à soutenir les actions de cette Transition. Youssouf BAMBA, Président de la jeunesse de Niéna, appelle les Maliens à resserrer les rangs afin de faire sortir le Mali de l'ornière.

Après la réception d'un forage au profit du lycée public de Macina, Modibo DIENTA, Chef de village de Macina, a indiqué que ce don témoigne la considération des autorités de la Transition pour Macina.

Hamed Niang, âgé de près de 96 ans, est l'un des bénéficiaires des œuvres sociales du Président de la transition à Kayes. Selon lui, « Le Colonel Assimi GOÏTA sortira par la grande porte parce que c'est Dieu qui l'accompagne. Le Mali sera celui de 1960 où il n'y avait que le bonheur, la paix et la stabilité ».

# LA DOYENNE DE BAMAKO REÇOIT LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION



**M**ois de la solidarité/semaine des personnes âgées : la doyenne de Bamako reçoit le Président de la transition

Dans le cadre du mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion, le président de la transition, accompagné d'une forte délégation, a rendu visite à la doyenne d'âge de Bamako, Maïmouna SANGARÉ.

La Commune III du district de Bamako est sortie massivement, le samedi 9 octobre 2021, pour accueillir le Président de la transition, venu rendre visite à Maïmouna, âgée de 112 ans, résidente à Niomirambougou.

Cette visite, qui intervient au cours de la première semaine du mois de la Solidarité, consacrée aux personnes âgées, est une tradition à laquelle le Chef de l'État n'a pas dérogé.

Le Président de la Transition, Colonel Assimi GOÏTA, ne s'est pas rendu chez la doyenne de Bamako les mains vides. Il était accompagné des membres de son Cabinet ainsi que du Ministre de la Santé et du Développement social et du Ministre délégué chargé de l'Action humanitaire, de la Solidarité, des Réfugiés et des Déplacés.

Le Chef de l'État malien a offert à la doyenne des présents chers aux personnes âgées : une grande couverture, un foulard, un chapelet, un tapis de prière, du

cola et du haricot. Le tout accompagné d'un bélier et d'une enveloppe. Des gestes qui ont touché le cœur de cette famille et de tout le quartier, sorti en grande pompe pour manifester leur soutien au Président de la Transition.

Maïmouna SANGARÉ, dans une voix audible, a remercié le Chef de l'État pour toute sa considération à son égard. Elle a formulé des bénédictions pour la stabilité et la paix au Mali. Les actions du Président de la transition ont été également saluées par la doyenne, notamment l'installation de la cinquantaine de forages pour soulager la souffrance des populations en facilitant leur accès à l'eau potable.

Née vers 1909, Madame N'DIAYE Maïmouna SANGARÉ est mère de quatre (4) enfants, trois (3) garçons et une (1) fille, 41 (quarante-et-un) petits-enfants et six (6) arrière petits-enfants. Elle avait des préférences pour le petit commerce, qu'elle n'a jamais cessé d'exercer jusqu'à sa vieillesse.

Prise en charge par sa progéniture depuis sa retraite, Madame N'DIAYE Maïmouna SANGARÉ a une préférence, sur le plan gastronomique, pour la soupe et le lait.

À 112 ans, Maïmouna a une santé de fer. Cela se sent dans sa voix (assez audible), et au contenu des discours qu'elle tient. Son loisir, c'est surtout la musique.



## **MINISTRE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENTE**

**MADOU OULALE, UN SERVITEUR INLIASSABLE DE L'ÉTAT**

Depuis juin 2021, M. Mamadou OULALE occupe les fauteuils du Secrétariat général de la Présidence de la République du Mali. Ce natif de Ségou a une riche expérience dans l'administrations publique malienne.

Fin connaisseur de l'administration publique, M. Mamadou OULALE est le ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République. Nommé à cette fonction, le 13 juin 2021 par le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOITA, ce natif de Ségou, marié et père de 3 enfants, est un professeur principal d'enseignement secondaire. Avant son admission à la retraite, le 1er janvier 2015, M. OULALE a fait une carrière aussi riche que variée dont les solides fondations se construisent depuis 1971, où il obtient son DEF à l'école privée la mission catholique de Niono (Ségou). Succès qui lui ouvrira les portes du lycée Badala, où il réussira, en 1974 et 1975, son baccalauréat malien, 1re et 2e partie, avant d'obtenir en 1982, sa Maîtrise en Lettres Modernes à l'Ecole normale supérieure de Bamako avec « Mention Assez Bien ». Puis commence une longue et riche carrière qui débute par un stage pratique à l'Ecole Centrale pour l'Industrie, le Commerce et l'Administration (ECICA)/Bamako, en 1982.

De 1983 à 1997, M. Mamadou OULALE est successivement Professeur titulaire de Lettres au Lycée D.KO-NARE de Kayes (1983-1988), puis Professeur Principal au Lycée Technique de Bamako (1988-1997). En 1995, il effectue un stage de perfectionnement à l'Institut Montpelliérain d'Etude Française/IMEF (France) en Français scientifique et technique; Français des Affaires, de l'Economie et de l'Entreprise;

Français général et de la Communication. C'est ainsi qu'il commencera à gravir les échelons de l'administration publique avec la fonction de Chargé de Mission (chargé de la communication et des relations publiques au Ministère des Mines et de l'Énergie), de 1997 à 2000.

De 2000 à 2007, il occupera les fonctions de Chargé de mission dans plusieurs ministères dont entre autres, le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Ministère du Travail et de la Fonction Publique, où il était respectivement Chargé des relations avec les syndicats et des questions d'Administration du Travail, et Chargé des questions d'Administration du Travail et du Dialogue social. Du 12 mars 2012 à janvier 2015 où il sera admis à la retraite, il est Conseiller technique, Chargé des questions d'Administration du Travail et du dialogue social (Coordinateur de la Cellule Développement des Ressources humaines) au Cabinet du Premier Ministre. Chevalier de l'Ordre National du Mali depuis 2001, l'homme a aussi été entre autres, Membre fondateur et Premier Secrétaire Général de l'Amicale des Anciens Militants et Sympathisants de l'UNEEM (AMS-UNEEM), Conseiller Spécial du Président de l'Assemblée Permanente des Chambres de Métiers du Mali (APCMM), de 2015 à 2021, et enfin depuis le 13 juin 2021, Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République.

# LA NUIT DE LA PAIX

Placée sous la présidence du Premier ministre, Dr Choguel Kokala MAIGA, s'est tenue dans la nuit du mardi 21 et au mercredi 22 Septembre 2021, la nuit de la paix, au Centre International de Conférence de Bamako (CICB).



Tous les maliens doivent œuvrer pour cette paix pour un meilleur avenir de notre pays, a déclaré le Colonel Major Ismael WAGUE, ministre de la Réconciliation Nationale, chargé de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du Processus d'Alger.

Selon le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo, cette nuit spécialement dédiée à la Paix, est un grand rendez-vous de la culture qui marque en même temps deux grandes symboliques dont la journée Internationale de la Paix et le 61<sup>ème</sup> anniversaire de l'Indépendance de notre pays.

Organisé par le ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, ce rendez-vous culturel affichait comme thème central : « la Culture comme catalyseur de la paix, de la Cohésion sociale du vivre ensemble, de la réaffirmation de l'identité nationale, source du bien être social et ressource pour un développement harmonieux, durable et d'intégration économique et sociale du Mali. Le but est de matérialiser l'attachement du peuple malien à la paix pendant et après la période de Transition.

---

*Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme*





## LIUTENANT-COLONEL CHEICK MAMADOU CHÉRIF TOUNKARA SUR LA SUPER COUPE ASSIMI GOÏTA

« *Le sport est un facteur de cohésion sociale, d'intégration et d'unité* »

Répondant au nom de Cheick Mamadou Chérif TOUNKARA, l'actuel Directeur Administratif et Financier de la Présidence de la République du Mali est connu surtout pour son pragmatisme et son sens du devoir. Incorporé le 1er novembre 2003, Le Commissaire Lieutenant-colonel Cheick Mamadou Chérif TOUNKARA est de la 28ème promotion de l'Ecole militaire interarmes de Koulikoro. Au nombre de ses nombreuses formations et qualifications militaires, figure en bonne place le diplôme du Commissariat des Armées, obtenu au Maroc. D'où le titre Commissaire des Armées, niveau supérieur de la formation des officiers d'Administration.

Grand passionné de sport, le Lieutenant-Colonel TOUNKARA est le Président de la ligue de handball du District de Bamako. C'est pourquoi il a piloté avec brio, en qualité de Président de Commission, l'organisation de la super coupe du Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA, dont la finale a été remportée, le 31

octobre dernier, par le district de Kati.

Dans cette interview accordée à la Cellule communication et des Relations publiques de la Présidence, le Président de la Commission d'organisation revient sur les raisons qui ont motivé l'organisation de cette super coupe, au nom du Chef de l'État.

### **Pouvez-vous nous dire ce que représente le sport à vos yeux ?**

Le sport a toujours été ma passion. J'ai été, pendant 4 ans, Officier chargé des sports à la garde nationale, où j'avais en charge toutes les disciplines. J'ai essayé d'y laisser mes marques. Les compétitions de la Super Coupe du Chef de l'Etat qui ont commencé en septembre dernier se sont poursuivies jusqu'au 31 octobre, qui est aussi. Une date symbolique, car maquant le dernier jour du mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion. C'était une belle occasion pour le Président de témoigner toute sa solidarité envers le public sportif.

### **Doit-on s'attendre à une extension de cette super coupe aux autres régions du Mali ?**

Il y a eu beaucoup d'engouement autour de cet événement. Les gens appelaient tous les jours des régions et même de la diaspora pour non seulement soutenir, mais aussi demander dans quelle mesure eux aussi pouvaient y prendre part. Cet appel a été entendu. Nous osons croire que cette compétition sera pérennisée, car le Président de la Transition, Son Excellence Colonel Assimi GOÏTA est sensible à toutes les demandes de la jeunesse. Son ambition est de mettre cette jeunesse dans de meilleures conditions afin d'assurer son plein épanouissement. Je pense que prochainement, les autres régions seront concernées par cette compétition.

### **À travers l'implication de plusieurs catégories de sports, quel message avez-vous voulu émettre ?**



On a essayé de faire en sorte que la fête soit belle et que tout le monde puisse se sentir concerné. C'est pour cette raison que dans la compétition, nous avons organisé des matchs de Gala, dont le lancement a été marqué par deux matchs : le premier opposait l'équipe de la Présidence à celle du Conseil National de Transition (CNT) et le deuxième, mettait aux prises, l'équipe du Gouvernement et celle des journalistes sportifs de notre pays. La finale aussi a été marquée par un match de gala, qui a opposé le Gouvernement, la Présidence au CNT. Beaucoup de ministres, des membres du CNT, des conseillers spéciaux du Président de la Transition ont joué. Cette finale a également concerné les Karatekas, qui ont fait des démonstrations à la

mi-temps. Également des artistes étaient de la fête et qui ont fait de belles prestations.

Tout le monde était satisfait, content. Nous avons le sentiment d'avoir accompli notre mission.

### Quels sont les objectifs de cette super coupe ?

Travailler afin de réunir les gens autour d'un même idéal constitue l'objectif primordial de cette compétition. Il s'agissait pour nous de montrer le degré de résilience de notre pays. À travers cette Super Coupe, nous avons créé un cadre permettant aux ministres de se retrouver en dehors du travail qui les lie. Une occasion également pour que les institutions de la Ré-

publique se côtoient, qu'elles soient en contact direct avec les jeunes. On peut donc dire que l'objectif de cette compétition visait en quelque sorte à consolider la paix, la cohésion sociale et l'union des jeunes.

### Pouvez-vous nous dire le rapport qui lie le Chef de l'État au monde sportif ?

Le Président de la Transition est un grand sportif. On l'a toujours reconnu comme étant un grand footballeur, quand il était à l'EMIA, au Prytanée ou même dans son unité. Tout le monde peut témoigner de ses talents de footballeur à travers les jonglages qu'il a eu à faire lors de la finale de la coupe du Mali.



C'est pourquoi il est en bons termes avec le public sportif malien qu'il a toujours soutenu.

Beaucoup de dossiers dans le domaine du sport étaient bloqués. Mais depuis sa venue au pouvoir, il a trouvé un dénouement à ces dossiers concernant des droits de certains joueurs, entraîneurs ou arbitres.

En plus de tous ces aspects, à chaque fois que les équipes nationales doivent jouer, il les appelle pour leur apporter son soutien. Il les suit aussi régulièrement dans leurs différents déplacements. Il a toujours souhaité que le sport soit mis au-devant parce que c'est un facteur de développement, de cohésion et un moyen de promotion sociale. Il œuvre toujours aussi à mettre les équipes dans de meilleures conditions parce que cela compte pour le moral des joueurs.

**Le Chef de l'État a-t-il le soutien du monde sportif pour la réussite de la transition ?**

Évidemment! Le monde sportif soutient la transition à 100 %. Il n'y a pas un plus grand soutien que le monde sportif. C'est d'ailleurs le public le plus fidèle dans son soutien. À chaque fois que ce monde soutient une initiative, il reste imperturbable jusqu'à l'atteinte de ses objectifs.

Le Chef de l'État lui-même a indiqué qu'il est jeune et qu'il compte sur la jeunesse pour relever les défis de notre pays. Les jeunes ont répondu à cet appel en rassurant qu'ils vont soutenir le Chef de l'État jusqu'au bout.

Nous pouvons compter sur le Colonel Assimi GOÏTA pour le développement du Mali et la promotion de la jeunesse.



# PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI

W W W . K O U L O U B A . M L

